



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 3 MAI 1941

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 3RD, 1941

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.

1-1-52-o

### Lettres Patentes

#### "Excellent Pad Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1941, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, avocats, et Evelyn Greenfield, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de tous articles et marchandises faits de drap, lainages, cotonnades, tissus de toute description, fournitures de tailleurs, soie, fourrures, peaux crues, peaux préparées et tricots ou toutes étoffes similaires;

(b) Manufacturer des coussins d'épaule pour habits, des devants en canevas faits de tout tissu, et généralement manufacturer et faire le commerce de tous accessoires et étoffes employés dans la fabrication de vêtements;

(c) Manufacturer et faire le commerce de tous rebuts, retailles, bourre de laine, étoffes et fournitures de tapissiers;

(d) Négociier et faire le commerce qui consiste à manufacturer du coton, de la laine, de l'estame (worsted) et autres substances fibreuses; traiter, manufacturer et préparer pour le marché tous produits et sous-produits d'iceux, soit à l'état

received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Québec, June 27th, 1940.

2-1-52-o

### Letters Patent

#### "Excellent Pad Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1941, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, advocates, and Evelyn Greenfield, spinster, of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To manufacture, import, export, buy, sell and deal in all goods and merchandise made of cloth, woollens, cottons, textiles of every description, tailors' trimmings, silk, furs, hides, skins and knitted goods or of any similar materials;

(b) To manufacture shoulder pads for clothing, canvas fronts made of any textile, and generally to manufacture and deal in all accessories and materials used in the manufacture of clothing;

(c) To manufacture and deal in all waste products, clippings, shoddy and upholsterers materials and supplies;

(d) To trade, deal in and carry on the business of manufacturing cotton wool, worsted, and other fibrous substances; to treat, manufacture and prepare for market all products and by-products thereof, either in the prepared state, manufactur-

préparé, manufacturé ou brut, et les acheter, vendre, négocier et en faire le commerce, et exercer tous ou aucun des commerces suivants: filer de la toile, du coton, du lin, de la soie et du chanvre; vendre du matériel filé; blanchir et teindre; fabriquer et utiliser des matières pour teindre et blanchir, et produire, peigner, préparer, filer, teindre et faire le commerce de coton, lin, chanvre, laine, estame, (worsted), soie et autres substances fibreuses, et les filer ou tisser, et filer ou tisser et faire le commerce de laine, coton, estame (worsted), soie, toile et tous autres tissus et étoffes;

(e) Faire le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et commerçants, en gros, de fourrures, chapeaux et casquettes, vêtements, marchandises sèches, fournitures de tailleurs et tissus de toutes sortes; exercer le commerce de manufacturiers de fourrures, tailleurs, drapiers, chapeliers, gantiers, fabricants, importateurs et exportateurs en gros et en détail de tissus de toutes sortes et descriptions, garnitures pour vêtements de femmes et hommes; agir comme agents, marchands à commission ou représentants pour les fins de tel commerce;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations faisant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de cette compagnie, sous le nom de "Excellent Pad Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et de cent (100) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour d'avril 1941.

L. DÉSILETS,

2107

Assistant-procureur général.

"United Auto Parts (Victoriaville) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour d'avril 1941, constituant en corporation: Lucien Roux, J.-Maurice Cousineau, avocats, et Demoiselle Aimée Sénécal, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, aéroplanes, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de "United Auto Parts (Victoriaville) Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est de \$20,000.00 divisé en 1500 actions de capital privilégié à 6% d'une valeur au pair de \$10.00 chacune, et 5000 actions du capital ordinaire d'une valeur au pair de \$1.00.

La principale place d'affaires de la dite compagnie est dans la cité de Victoriaville, district d'Arthabaska, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour d'avril 1941.

L. DÉSILETS,

2111-o

Assistant-procureur général.

ed or raw state, and to buy, sell, deal and trade in the same, and to carry on all or any of the following businesses: linen, cotton, flax, silk and hemp spinners, yarn merchants, bleachers and dyers, makers and users of bleaching and dyeing material, and to produce, comb, prepare, spin, dye and deal in cotton, flax, hemp, wool, worsted, silk and other fibrous substances, and to spin or weave the same, and to knit, spin or weave and deal in wool, cotton, worsted, silk, linen and all other textile goods and fabrics;

(e) To carry on business as importers, exporters, manufacturers, wholesale merchants and dealers in furs, hats and caps, clothing, dry goods, tailors' trimmings and textile fabrics of all kinds; to carry on business as manufacturers of furs, tailors, drapers, hatters, glovers, manufacturers, wholesale and retail importers and exporters of textile fabrics of all kinds and descriptions, trimmings for ladies' and gentlemen's garments; to act as agents, commission merchants or representatives for the purposes of such business;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations carrying on business similar in whole or in part to that of this company, under the name of "Excellent Pad Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one hundred (100) common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each and one hundred (100) preferred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1941.

L. DÉSILETS,

2108-o

Deputy Attorney General.

"United Auto Parts (Victoriaville) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1941, incorporating: Lucien Roux, J. Maurice Cousineau, advocates, and Miss Aimée Sénécal, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, whether wholesale or retail, in all kinds of automobiles, tractors, aeroplanes, boats, canoes, launches, trucks, waggons, motorcycles and also any parts, spare parts, pieces, directly or indirectly connected therewith, and anything capable of being used in connection with the said objects or for the manufacturing, maintenance and respective working thereof, under the name of "United Auto Parts (Victoriaville) Ltd."

The capital stock of the company will be \$20,000.00, divided into 1500 shares of 6% preferred stock, of a par value of \$10.00 per share and 5000 shares of common stock of a par value of \$1.00.

The head office of said company will be in the City of Victoriaville, District of Arthabaska, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1941.

L. DÉSILETS,

2112

Deputy Attorney General.

**"Canadian Soap & Chemical Company, Limited". "Canadian Soap & Chemical Company, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour d'avril 1941, constituant en corporation: Dr Emile-Alexandre Jeannotte, médecin, domicilié au numéro 3055 ouest, rue Sherbrooke, Roger Masson, industriel, et Dame Marie-Louise Baudouin, veuve de feu J.-Alfred Masson, domiciliés tous deux au numéro 3596, rue Northcliffe, tous trois de la cité de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie des savons sous toutes ses formes et composés, tels que: polis, cires, désinfectants, insecticides et autres produits chimiques qui se rattachent à cette industrie, changer la nature de ces produits et les transformer, et généralement faire tous actes de commerce ou toutes opérations qui se rattachent à ces fins:

Aux effets ci-dessus, et plus particulièrement:

Acquérir, importer, exporter toute matière première qui se rattache directement ou indirectement à l'industrie des savons, sous le nom de "Canadian Soap & Chemical Company, Limited", avec un capital total de deux mille dollars (\$2,000.00), divisé en vingt (20) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le siège principal d'affaires de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour d'avril 1941.

L. DÉSILETS,  
2105-o      Assisant-procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1941, incorporating: Dr. Emile-Alexandre Jeannotte, physician, domiciled at number 3055 Sherbrooke street West, Roger Masson, manufacturer, and Dame Marie-Louise Baudouin, widow of the late J. Alfred Masson, both domiciled at number 3596 Northcliffe street, all three of the City of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the soap business under all the forms and compounds thereof, such as: polishes, waxes, disinfectants, insecticides and other chemical products attached to said business, to change the nature of said products and transform the same, and, generally, to carry on any commercial dealings or any operations incidental to the said purposes:

For the foregoing purposes and more especially:

To acquire, import, export any raw material, directly or indirectly connected with the soap business, under the name of "Canadian Soap & Chemical Company, Limited", with a total capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into twenty (20) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1941.

L. DÉSILETS,  
2106      Deputy Attorney General.

**"Napoléon Gagnon & Fils Ltée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour d'avril 1941, constituant en corporation: Jean-Charles Gagnon, J.-Alphonse Gagnon, tous deux de la cité de Québec, et Calixte Gagnon, de Sillery, tous trois marchands de bois, dans les buts suivants:

Faire le commerce du bois, sous toutes ses formes: bois de charpente, bois de construction, bois carré, bois d'étaçonnage, bardeau, lattes; bois à pulpe, pilotis, dormants de chemins de fer, poteaux, piquets, bois de fuseau, bois de chauffage;

Acheter, vendre, importer, exporter, entreposer, fabriquer, transformer, transporter, exploiter ou autrement mettre à profit du bois, des dérivés ou sous-produits du bois; tous produits manufacturés, ouvrés ou semi-ouvrés ou à l'état brut se rapportant au commerce du bois;

Acheter, vendre, louer, concéder ou exploiter terres et terrains boisés, forêts, scieries; acquérir droits de coupe, droits d'exploitation, droits d'affermage;

Entreprendre l'exploitation de chantiers de bois pour le compte de la compagnie ou pour d'autres à forfait ou à pourcentage;

Entreprendre la construction de quais, ponts, barrages, écluses, estacades, bassins, routes, campements forestiers; ou autres bâtiments;

Acquérir camions, tracteurs, roulant, chevaux, outillage, machineries, équipement, véhicules automobiles ou hippomobiles;

Acheter, construire ou exploiter bateaux, chalandes et radeaux;

**"Napoléon Gagnon & Fils Ltée".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1941, incorporating: Jean-Charles Gagnon, J. Alphonse Gagnon, both of the City of Quebec, and Calixte Gagnon, of Sillery, all three lumber merchants, for the following purposes:

To carry on the lumber business in all its lines; timber, lumber, square timber, props, shingles, laths, pulp-wood, piles, ties, poles, pickets, spindle-wood, fire-wood;

To buy, sell, import, export, store, manufacture, transform, ship, exploit or otherwise turn to account lumber, the derivatives or by-products of wood; all processed, manufactured or semi-manufactured or raw products incidental to the lumber business;

To buy, sell, lease, concede or deal in lands and wooded lands, forests, saw-mills; to acquire cutting rights, lumbering rights, timber leases;

To undertake lumbering operations for the company or for others, by the job or at a percentage;

To undertake the building of wharves, bridges, dams, locks, booms, docks, roads, lumber-camps, or other buildings;

To acquire trucks, tractors, rolling stock, horses, equipment, machinery, apparatus, motor or horse-drawn vehicles;

To buy, build or operate boats, barges and rafts;

Entreprendre d'exécuter tous contrats de construction, de transport ou charroyage de marchandises et matériaux;

Agir comme courtiers, agents et entremetteurs et recevoir pour ses services toutes commissions et rémunérations que de droit concernant le commerce du bois;

Agir comme concessionnaires ou pourvoyeurs des pouvoirs publics, des particuliers ou de tout corps civil, légalement constitué, sous le nom de "Napoléon Gagnon & Fils Ltée", avec un capital total de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour d'avril 1941.

L. DÉSILETS,  
2109-o Assistant-procureur général.

To undertake and execute any building contracts, and contracts for transporting and carting merchandise or material;

To act as brokers, agents and intermediaries and to receive for its services any commission and remuneration to which it is entitled, in connection with the lumber business;

To act as concessionaries or purveyors of public utilities for individuals or any civil lawfully incorporated body, under the name of "Napoléon Gagnon & Fils Ltée.", with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1941.

L. DÉSILETS,  
2110 Deputy Attorney General.

**Actions en séparation de biens**

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 845. Dame Jeannette Blain, épouse commune de biens d'Olier Parent, journalier, de Cowansville, Co. de Mississiquoi, district de Bedford, demanderesse; vs Olier Parent, journalier, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23ème jour d'avril 1941.

Sweetsburg, le 23 avril 1941.  
Les Procureurs de la demanderesse,  
2115-o MATRAND, DESLAURIERS & TRÉPANIÉ.

Province de Québec, District de Montréal. Cour supérieure. No 200287. Dame Laura Séguin, épouse commune en biens de Raoul Gervais, industriel, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Ledit Raoul Gervais, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise ce jour en la présente cause.

Montréal, ce 26 avril 1941.  
Le Procureur de la demanderesse,  
2131-o PH. POTHIER.

**Actions for separation as to property**

Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 845. De Jeannette Blain, of Cowansville, Co. of Mississiquoi, district of Bedford, wife common as to the property of Olier Parent, journeyman, plaintiff; vs Olier Parent, journeyman, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 23rd of April, 1941.

Sweetsburg, April 23rd, 1941.  
MAYRAND, DESLAURIERS & TRÉPANIÉ,  
2116 o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. No. 200287. Dame Laura Séguin, wife common as to property of Raoul Gervais, manufacturer, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs The said Raoul Gervais, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation of property has been taken this day in this case.

Montreal, April 26th, 1941.  
PH. POTHIER,  
2132-o Attorney for Plaintiff.

**Avis divers**

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 avril 1941, le changement de nom de "L'Association des Garçons et des Filles de Table" en celui de: "L'Association des Employés d'Hôtels et de Restaurants Incorporée" a été autorisé conformément aux dispositions de l'article 6a de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 255).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce dix-huit avril 1941.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
2117-o JEAN BRUCHESI.

ANGLO CANADIAN PUBLISHERS LIMITED

Reglement No 2

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété par règlement de la compagnie "Anglo Canadian Publishers Limited", ce qui suit:

**Miscellaneous Notices**

Notice is hereby given that, by Order in Council dated the 16th April, 1941, the change of name of "L'Association des Garçons et des Filles de Table" to that of: "L'Association des Employés d'Hôtels et de Restaurants Incorporée" has been authorized pursuant to the provisions of article 6a of the Professional Syndicate's Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 255).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1941.

JEAN BRUCHESI,  
2118 Under Secretary of the Province.

ANGLO CANADIAN PUBLISHERS LIMITED

By-Law No. 2

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Anglo Canadian Publishers Limited as follows:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre, et, qu'à compter de la date à laquelle ce règlement entrera en vigueur, les affaires de la compagnie soient administrées par un conseil de quatre directeurs.

2. Que le règlement No 1 des règlements de la compagnie soit et il est, par les présentes, amendé en conséquence.

Décreté ce 1er jour de novembre 1940.

Le Président,  
J.-K. THOMAS.  
Le Secrétaire,  
S.-G. MYRANS.

2149

La formation d'une société sous le nom de "Association des Instituteurs Catholiques de Verdun", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-huit avril 1941.

Le siège social de l'association est situé au numéro 3500 de la rue Wellington, à Verdun, dans le district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
2133-o JEAN BRUCHESI.

TAPTON INVESTMENT COMPANY, LIMITED

*Sommaire du règlement spécial "A"*

Un règlement pour la ventilation de la compagnie.

Que tout l'actif de cette compagnie, disponible pour distribution à ses actionnaires de la classe "A" et de la classe "B", soit distribué entre tels actionnaires au prorata du nombre d'actions détenues par eux respectivement et suivant les dispositions attachées à telles actions de la classe "A" et de la classe "B", tel qu'exprimé dans les lettres patentes de la compagnie.

Certifié comme étant un extrait authentique des minutes de l'assemblée du Conseil d'administration de la compagnie "Tapton Investment Company, Limited", tenue le trente et unième jour de décembre 1940.

Montréal, le 25 avril 1941.

Le Secrétaire,  
2135 C. R. MCKENZIE.

La formation d'une association sous le nom de "The Building Workers of Quebec", pour l'étude, la défense et la protection des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, en date du vingt-six avril 1941.

Le bureau principal de l'association sera en la cité de Montréal, à 197 ouest, rue Ste-Catherine, dans la province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
2151 JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que, par un arrêté ministériel du 25 avril 1941, les règlements numéros I à XIX inclusivement de la "Fédération Hôtelière de la Province de Québec Inc."—"Province of Quebec Hotel Federation Inc." ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 207B de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicte par 23, George V, chapitre 83.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce 29 avril 1941.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
2169-o JEAN BRUCHESI.

1. The number of directors of the Company be increased from three to four and from and after the time when this by-law comes into effect the affairs of the Company shall be managed by a board of four directors.

2. By-law No. 1 of the by-laws of the Company be and, the same is hereby amended to accord herewith.

Enacted this 1st day of November, 1940.

J. K. THOMAS,  
President.  
S. G. MYRANS,  
Secretary.

2150-o

The formation of an association under the name of "Association des Instituteurs Catholiques de Verdun, for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province, under date of the eighteenth of April, 1941.

The head office of the Association is situate at No. 3500 Wellington street, at Verdun, in the district of Montreal.

JEAN BRUCHESI,  
2134 Under Secretary of the Province.

TAPTON INVESTMENT COMPANY, LIMITED

*Summary of Special By-Law "A"*

A By-law for the Winding-up of the Company.

That all the assets of this Company, available for distribution to its Class "A" and Class "B" Shareholders be distributed among such Shareholders *pro rata* to the number of shares held by them respectively and pursuant to the provisions attaching to such Class "A" and Class "B" shares, as stated in the Company's Letters Patent.

Certified to be a true extract from the Minutes of a Meeting of the Board of Directors of Tapton Investment Company, Limited, held on the thirty-first day of December, 1940.

Montreal, 25th April, 1941.

C. R. MCKENZIE,  
2136-o Secretary.

The formation of an association under the name of "The Building Workers of Quebec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province under date of the twenty-sixth of April, 1941.

The head office of the Association shall be in the city of Montreal, at 197 St. Catherine Street West, in the Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,  
2152-o Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by an Order in Council dated April 25th, 1941, By-laws numbers I to XIX inclusively of the "Fédération Hôtelière de la Province de Québec Inc."—"Province of Quebec Hotel Federation Inc." have been approved, pursuant to the provisions of article 207B of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 George V, chapter 83.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 29th of April, 1941.

JEAN BRUCHESI,  
2170 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, par un arrêté ministériel du 25 avril 1941, les règlements de "L'Association des courtiers en valeurs de placement de Québec" — "Quebec Investment Dealers Association" ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 207B de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicte par 23, George V, chapitre 83.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce 29 avril 1941.

2171-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

Notice is given that, by an Order in Council dated April 25th, 1941, the by-laws of "L'Association des courtiers en valeurs de placement de Québec" — "Quebec Investment Dealers Association" have been approved, pursuant to the provisions of article 207B of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 George V, chapter 83.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 29th of April, 1941.

2172 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

**Bureaux-chef**

Avis est par les présentes donné que "Breuvages Snow White Beverages Limitée", constitué en corporation par lettres patentes en vertu de la loi des compagnies de Québec, le 27 janvier 1941, a établi sa principale place d'affaires au numéro 88 de la rue St-Faustin, en la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Daté à Saint-Jérôme, ce 31 janvier 1941.

2119-o BREUVAGES SNOW WHITE BEVERAGES LTÉE.  
Le Secrétaire,  
Signé: JEAN NAULT.

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi.

L'IMPRIMERIE DU SAGUENAY, LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "L'Imprimerie du Saguenay, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 14 novembre 1939, a établi son bureau au numéro 12, avenue Labrecque, en la cité de Chicoutimi.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi, ce 14e jour d'avril 1941.

2193-o L'IMPRIMERIE DU SAGUENAY, LIMITÉE,  
Le secrétaire,  
J.-G. LAMONTAGNE.

Notice is hereby given that "Breuvages Snow White Beverages Limitée", incorporated by letters patent under the first part of the Quebec Companies Act, on the 27th. of January 1941, has its head office at number 88 St. Faustin street, in the Town of St. Jerome, in the district of Terrebonne.

Dated at St. Jerome, January 31st, 1941.

2120-o BREUVAGES SNOW WHITE BEVERAGES LTÉE.  
Signed: JEAN NAULT,  
Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi.

L'IMPRIMERIE DU SAGUENAY, LIMITÉE"

Notice is given that the company "L'Imprimerie du Saguenay, Limitée" incorporated by letters patent of the Province of Quebec, bearing date November 14th, 1939, has established its office at number 12, Labrecque avenue, in the City of Chicoutimi.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi, this 14th day of April, 1941.

2194 L'IMPRIMERIE DU SAGUENAY, LIMITÉE,  
J. G. LAMONTAGNE,  
Secretary.

**Chartes—Abandon de**

DONOHUE LUMBER COMPANY

AVIS

La compagnie "Donohue Lumber Company" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, en vertu des dispositions de l'article 25 de la Loi des Compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Québec, le 23 avril 1941.

2121-o Le Président,  
MARK DONOHUE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'in-

**Charters—Surrender of**

DONOHUE LUMBER COMPANY

NOTICE

"Donohue Lumber Company" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies Act, for the acceptance of the surrender of its charter, on and from a date to be fixed by the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Quebec, 23rd April 1941.

2122-o MARK DONOHUE,  
President.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have

dustrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dorius Ménard Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-huitième jour de janvier 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1941, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'avril 1941.

2141-o L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

Avis public est par les présentes donné, que "La Cie de Téléphone Masson Limitée", demandera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec, en vertu de l'article 25 de la Loi des Compagnies de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Masson, 22ième jour de mars 1941.

2123-o Le Procureur,  
PAUL RAYMOND.

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie "Premier Coal Incorporated", constituée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 22 avril 1941.

2125-o Le Secrétaire,  
J.-A. LEMIEUX.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dubuisson Mines (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1941 ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour d'avril 1941.

2143 L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Eden & Bond, Limited", constituée par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1941, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1941.

2145 L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie

been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dorius Ménard Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty-eighth day of January, 1928.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1941, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1941.

2142 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

Public notice is hereby given that "La Cie de Téléphone Masson Limitée", will ask from the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in Council, by virtue of Article 25 of the first part of the Quebec Companies' Act, the permission to surrender its charter.

Masson, this 22nd day of March, 1941.

2124-o PAUL RAYMOND,  
Attorney.

Notice is hereby given that "Premier Coal Incorporated", incorporated under the first part of the Quebec Companies' Act, will apply for the surrender of its charter.

Montreal, April 22nd, 1941.

2126-o J. A. LEMIEUX,  
Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dubuisson Mines (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-fifth day of June, 1937.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1941, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1941.

2144-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Eden & Bond, Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-second day of March, 1927.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1941, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1941.

2146-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Paray Gowns Limitée", incor-

"Paray Gowns Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1941, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour d'avril 1941.

L. DÉSILETS,

2147 Assistant-procureur général.

La compagnie "Compagnie de l'élevage des Renards Limitée, de St-Côme," donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, en vertu des dispositions de l'article 25 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de fixer.

Saint Côme de Linière, comté de Beauce, ce vingt-quatrième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante et un.

Le Secrétaire,

2153-o JOSEPH-L. PAQUET.

AVIS

La "Compagnie Gounod Limitée" demandera la permission d'abandonner sa charte après la publication du présent article.

Montréal, 23 avril 1941.

Le Procureur de la compagnie requérante,  
2155 o (Signé) GÉRARD NANTEL.

"STANDARD VOX INC."

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, la compagnie "Standard Vox Inc.", a l'intention de demander l'acceptation de l'abandon de sa Charte, son annulation et la dissolution de la compagnie, à compter d'une date qui sera fixée par le Procureur-Général et par le Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Québec, le 28 avril 1941.

STANDARD VOX INC.,  
par le Sec.-trésorier,  
2167-o J.-H. BERGERON.

porated by letters patent dated the twenty-third day of November, 1931.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1941, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1941.

L. DÉSILETS,

2148-o Deputy Attorney General.

The company "Compagnie de l'élevage des Renards Limitée, de St-Côme", hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Saint Côme de Linière, county of Beauce, this twenty fourth day of April one thousand nine hundred and forty-one.

JOSEPH L. PAQUET,

2154-o Secretary.

NOTICE

The Company "Compagnie Gounod Limitée" will apply for leave to surrender its charter after the publication of the present notice.

Montreal, April 23, 1941.

(Signed) GÉRARD NANTEL,  
2156 Attorney for petitioning Company.

"STANDARD VOX INC."

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act, the company "Standard Vox Inc." intends to apply for leave to surrender its charter, secure its cancellation and the dissolution of the company, from and after a date to be fixed by the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Quebec, April 28th, 1941.

"STANDARD VOX INC.",  
per: J. H. BERGERON,  
2168 Sec. Treasurer.

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No. 540-34

Québec, le 22 avril, 1941.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Benoît du Lac, dans le comté de Brome en celui de "La Municipalité scolaire de Saint-Austin". 2071-17-2-o

No 121-41

Québec, 1 mai 1941.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 avril 1941, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Marie-Médiatrice, dans le comté de Brôme, les lots 2694 à 2697 inclusivement des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Stanbridge et de les annexer à la municipalité scolaire de Farnham-Ouest, dans le comté de Missisquoi.

2217-o

No. 540-34

Quebec, April 22nd, 1941.

Application is made to change the name of the school municipality of Saint-Benoît du Lac, in the County of Brome, to that of "The School Municipality of Saint-Austin". 2072-17-2

No 121-41

Quebec, May 1st, 1941.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 30th of April 1941, to detach from the School Municipality of Sainte-Marie-Médiatrice, in the County of Brôme, lots 2694 to 2697 inclusively, of the official cadastral plan and book of reference for the Township of Stanbridge and to annex them to the School Municipality of Farnham-West, in the County of Missisquoi.

2218-o

No 420-39

Québec, 29 avril 1941.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 25 avril 1941, d'annexer à la municipalité scolaire du canton de Laval, dans le comté de Saguenay, tous les lots du rang IV dudit canton, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

2157-o

No. 420-39

Quebec, April 29th, 1941.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the April 25th 1941, to annex to the School Municipality of the Township of Laval, in the County of Saguenay, all the lots of Range IV of the said Township, which have not as yet been organized with a view to the schools.

2158-o

No 364-38

Québec, 1 mai 1941.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 avril 1941, de changer le nom de la municipalité scolaire de l'Enfant-Jésus-de-Tourelle, dans le comté de Gaspé-Nord, en celui de "Deslandes".

2215-o

No 364-38

Quebec, May 1st, 1941.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 30th of April 1941, to change the name of the School Municipality of "L'Enfant-Jésus-de-Tourelle" in the County of Gaspé-North, to that of "Deslandes".

2216-o

## Liquidations—Avis de

Avis est donné que les actionnaires de "La Compagnie de Téléphone de Bromptonville" ont, le 10 mars 1941, passé une résolution en vue de la liquidation et de la dissolution de la compagnie, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. J.-A. Ouellet, notaire, de Bromptonville, a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce 22 avril 1941.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
2127-o JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que les actionnaires de la compagnie "Legaré Automobile of Montmagny Limited" ont, le 7 avril 1941, passé une résolution en vue de la liquidation et de la dissolution de la Compagnie, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que le Trust Général du Canada, société de trust légalement constituée en corporation et ayant son siège social à 112 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, a été nommé liquidateur de la dite Compagnie.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce 26 avril 1941.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
2129-o JEAN BRUCHESI.

## Windings up notice

Notice is given that the shareholders of "La Compagnie de Téléphone de Bromptonville" have, on the 10th of March 1941, passed a resolution in view of the winding-up and dissolution of the company, pursuant to the provisions of the Act respecting the Voluntary Winding-Up of Joint Stock Companies, and that Mr. J. A. Ouellet, notary, of Bromptonville, has been appointed Liquidator to the said Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 22nd of April, 1941.

JEAN BRUCHESI,  
2128 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the shareholders of the company "Legaré Automobile of Montmagny Limited" passed, on the 7th of April, 1941, a resolution with a view to the liquidation and winding-up of the company, pursuant to the provisions of the Act respecting the voluntary liquidation of joint stock companies, and that the General Trust of Canada, a trust company duly incorporated and having its head office at 112 St. James street West, Montreal, was named liquidator of the said company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 26th April, 1941.

JEAN BRUCHESI,  
2130 Under Secretary of the Province.

## Ministère des Mines et des Pêcheries

## Department of Mines and Fisheries

## AVIS DE RÉVOCACTION DE DROITS DE MINES

## NOTICE OF CANCELLATION OF MINING RIGHTS

A Louis Edmond Dufresne, Joseph Héroux, O. N. Fréchette, dame Marie Chabot, veuve de C. E. Dubord, H. Euloge Pelletier, Emile Dubé, James S. Stewart et Téléphore Bégin, ou leurs représentants et ayants-droit, et Pitre Forbes, ce dernier de Matane.

Vu les articles 42 et 42-a de la loi des Mines de Québec, avis est donné qu'après un délai de soixante jours des présentes le soussigné recommandera la révocation, par le lieutenant gouverneur en conseil, des concessions de droits de mine dans la partie centrale de la partie Nord-Est et la partie centrale de la partie Sud-Ouest du lot numéro un (1), et la partie centrale de la partie Sud-Ouest de la demie Sud-Ouest du lot

To Louis Edmond Dufresne, Joseph Héroux, O. N. Fréchette, Mrs Marie Chabot, widow of C. E. Dubord, H. Euloge Pelletier, Emile Dubé, James D. Stewart and Téléphore Bégin, or their representatives, and Pitre Forbes, the latter of Matane.

Puisant sur sections 42 et 42-a de la loi des Mines de Québec, avis est donné qu'après un délai de soixante jours des présentes le soussigné recommandera la révocation, par le lieutenant gouverneur en conseil, des concessions de droits de mine dans la partie centrale de la partie Nord-Est et la partie centrale de la partie Sud-Ouest du lot numéro un (1), et la partie centrale de la partie Sud-Ouest de la demie Sud-Ouest du lot

numéro (2), dans le rang V du canton de St-Denis; et dans la partie centrale de la partie Nord-Est du lot numéro quarante (40) dans le rang V du canton de Tessier, comté de Matane, (terrains désignés sous les numéros ou partie des numéros 350, 351, 352, 353, 354 et 355, sur les plan et livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de Ste-Félicité, et sous le numéro 40, rang V, sur les plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton de Tessier).

Québec, 23 avril 1941.

Le Ministre du Travail, des Mines et des  
Pêcheries Maritimes,  
2179-0 EDGAR ROCHETTE.

West of lot number two (2), in the range V of the township of St-Denis, and in the central part of the North East part of lot number forty (40) in the range V of the township of Tessier, in the County of Matane, (lands designated under numbers or part of numbers 350, 351, 352, 353, 354 and 355 on the plan and book of reference of the Cadastre for the parish of Ste-Félicité and under number 40 range V on the plan and book of reference of the cadastre for the township of Tessier).

Quebec, 23rd April 1941.

EDGAR ROCHETTE,  
Minister of Labour, Mines and  
2180-0 Maritime Fisheries.

### Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Portneuf, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Jeanne de Neuville (Pont Rouge)" et que son principal siège d'affaires est à Pont Rouge, comté de Portneuf.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril 1941.

Le Sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
2113-0 ADRIEN MORIN.

### Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Portneuf, under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Jeanne de Neuville (Pont Rouge)", and that its principal place of business is at Pont Rouge, County of Portneuf.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fourth day of April, 1941.

ADRIEN MORIN,  
2114 Acting Deputy Minister of Agriculture.

### Assurance

#### AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Marc-des-Carrières" dans le comté de Portneuf, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant: à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce 1er jour de mai 1941.

Le Surintendant des Assurances,  
GEORGES LAFRANCE,  
2195-18-2-0 Pour le Trésorier de la Province.

### Insurance

#### NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Marc-des-Carrières" in the county of Portneuf has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this 1st day of May 1941.

GEORGES LAFRANCE,  
Superintendent of Insurance,  
2196-18-2-0 For the Treasurer of the Province.

## Minutes de notaire

## Notarial minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Marcel Faribault, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me René Faribault, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal, et du greffe de feu le notaire Cléophas-Edouard Leclerc, dont ledit Me René Faribault était le cessionnaire.

Québec, ce premier avril 1941.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
1695-14-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Jean-Baptiste Moussette, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Tite de Champlain, district judiciaire de Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Joseph Jean Cloutier, en son vivant notaire de Saint-Tite de Champlain, district judiciaire de Trois-Rivières.

Québec, 2 avril, 1941.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
1743-14-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par arrêté ministériel du 25 avril 1941, d'accorder à Me Jean Meunier, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, la transmission des minutes, répertoire et index de M. Léonel Desmarais qui pratiquait à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, maintenant régistrateur du même endroit, et des greffes de Me Téléphore Brassard et de Me J. U. A. Tremblay, dont ledit Léonel Desmarais était le cessionnaire.

Québec, 28 avril 1941.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
2139-0 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Marcel Faribault, Notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me René Faribault, in his lifetime Notary of Montreal, judicial district of Montreal, and the records of the late Notary Cléophas Edouard Leclerc, whereof the said Me René Faribault was assignee.

Quebec, this first of April, 1941.

JEAN BRUCHESI,  
1696-14-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Jean Baptiste Moussette, Notary, residing and practising at Saint-Tite de Champlain, judicial district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me. Joseph Jean Cloutier, in his lifetime, Notary, of Saint-Tite de Champlain, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, April 2, 1941.

JEAN BRUCHESI,  
1744-14-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council of the 25th of April, 1941, to grant to Me. Jean Meunier, Notary, residing and practising at Saint-Jean, judicial district of Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. Léonel Desmarais who practised at Saint-Jean, judicial district of Iberville, now Registrar of the same place, and the records of Me. Téléphore Brassard and of Me. J. U. A. Tremblay, whereof the said Léonel Desmarais was assignee.

Quebec, April 28, 1941.

JEAN BRUCHESI,  
2140 Under Secretary of the Province.

## Nominations

## Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 5 avril 1941.

M. Elcer Dolan, chef de police de Sorel: grand constable du district de Richelieu.

Québec, 16 avril 1941.

M. Philippe Bureau: assistant chef du Service des ponts au Ministère de la voirie.

Québec, 22 avril 1941.

MM. Ismaël Boulé, cultivateur, de Saint-Jacques le Mineur: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire d'Iberville; Irénée Daoust et Adrien Beaulieu, tous deux marchands, d'Orms-town: adjoints à la Commission de la paix du district judiciaire de Beauharnois; Joseph Létourneau, journalier et cultivateur, Joseph-L. Paquet et J.-Alfred Poulin, cultivateurs, tous trois du village Linière, (Saint-Côme):

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, April 5, 1941.

Mr. Elcer Dolan, Chief of Police of Sorel: to be High Constable for the district of Richelieu.

Quebec, April 16, 1941.

Mr. Philippe Bureau: to be assistant chief of the Bridge Service in the Department of Roads.

Quebec, April 22, 1941.

Messrs. Ismaël Boulé, farmer, of Saint-Jacques le Mineur: to be Peace Commissioner for the judicial district of Iberville; Irénée Daoust and Adrien Beaulieu, both merchants, of Orms-town: to be Peace Commissioners for the judicial district of Beauharnois; Joseph Létourneau, laborer and farmer, Joseph L. Paquet and J. Alfred Poulin, farmers, all three of the Village of Linière, (Saint-Côme): to be Peace Commission-

adjoints à la Commission de la paix du district judiciaire de Beauce; Lucien Deschênes, cultivateur, de Saint-Alexis des Monts; adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire des Trois-Rivières, et Louis-Philippe St Laurent, industriel, de Luceville; adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Rimouski.

MM. Armand Renaud, 1264 est, rue Beaubien, Montréal, C. E. Harris, 702, Ave. Melrose, Verdun, tous deux gérants, C. H. Barr, médecin, 354, Ave. Church, Verdun, Georges Ladouceur, représentant de Montreal Stencil Works, 1110, Boulevard Desmarchais, Verdun, Emile St-Pierre, commis des postes, 37, Ave. Galt, Verdun, et Charles A. Rainville, employé de United States Fidelity & Guaranty Co., 6673, rue Louis Hébert, Montréal; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; l'abbé Aimé Labrie, secrétaire général de l'Université Laval, Université Laval, Québec, Edgar Carrier, épiciier, 171, rue Saint-Georges, Lévis, Ovila-J. Allard, commis, Thomas Louis Allard, contre-maître, tous deux de Saint-Raymond, Louis-Aloysius Lanetot, J.-M. Harvey, Roger Montreuil, représentants de la St. Ann Paper Co., tous trois de Beaupré, Stanley John Cornforth, assistant-surintendant, Château d'Eau, Philippe Côté, commis en chef, Saint-Jérôme, comté de Lac Saint-Jean, et J. H. Doyle, inspecteur, de Sainte-Germaine, comté de Dorchester; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Henri Sohier, contre-maître, de Marsoui; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; H.-Fernand Pinoteau, député-greffier de la Cour de circuit de Montréal, 6389 rue Alma, Montréal, Laurent Leclerc, gérant, Rivière-du-Loup, Ernest Rioux, inspecteur à la Commission du salaire minimum, Trois-Pistoles, Paul-Émile Desbiens, inspecteur à la Commission du salaire minimum, de Rimouski, et Marcel Gros-Louis, comptable, de Loretteville; juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; Eugène-P. Milot, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de Louiseville; juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Joliette et Trois-Rivières; Napoléon Thomas, percepteur du revenu provincial pour Labelle Nord, de Mont-Laurier; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montcalm; Tancrede Dubeau, Paul-E. Lavigne, tous deux de Rat River, Roger Rhéaume, de Mattawin, Paul-A. St-Louis, de Casey, Ernest Martel, de Cann, tous cinq commis, Joseph Lesage, contre-maître, de Mattawin, Paul Fournier, de Grandes Piles, Georges Hamilton, de Grand'Mère, tous deux représentants de la St. Maurice River Boom & Driving Co. Ltd., C. J. Borecman, directeur, J.-Hector-Jacques Hébert, comptable, tous deux de Saint-Alexis-des-Monts, et Terence Francis Moore Mitchell, comptable, Cap de la Madeleine, Terrasse Saint-Maurice; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Jos.-P. Biron, commis, de Saint-Côme; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce; Gerard Thomas Fitzgerald, comptable en chef, de La Sarre; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Joseph-Gaston Longpré, Ernest N. Richardson, tous deux commis, de Roberval, Jean-Baptiste Desroches, L. L. Wetmore et Paul Archambault, tous trois surintendants, de Dolbeau; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval; Clovis Fernet, représentant de la St. Maurice River Boom & Driving Co. Ltd., de Saint-Thomas; juge de paix avec juridiction sur

ers for the judicial district of Beauce; Lucien Deschênes, farmer, of Saint-Alexis des Monts; Peace Commissioner for the judicial district of Trois-Rivières, and Louis-Philippe St-Laurent, manufacturer, of Luceville; to be Peace Commissioner for the judicial district of Rimouski.

Messrs. Armand Renaud, 1264 Beaubien street East, Montreal, C. E. Harris, 702 Melrose Ave., Verdun, both managers, C. H. Barr, physician, 354 Church Ave., Verdun, Georges Ladouceur, representative of the Montreal Stencil Works, 1110 Boulevard Desmarchais, Verdun, Emile St-Pierre, postal clerk, 37 Galt Ave., Verdun, and Charles A. Rainville, employee of the United States Fidelity & Guaranty Co., 6673 Louis Hébert street, Montreal; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Rev. Abbé Aimé Labrie, general secretary of the Laval University, Laval University, Quebec, Edgar Carrier, grocer, 171 Saint-Georges street, Lévis, Ovila J. Allard, clerk, Thomas Louis Allard, foreman, both of Saint-Raymond, Louis Aloysius Lanetot, J. M. Harvey, Roger Montreuil, representatives of the St. Ann Paper Co., all three of Beaupré, Stanley John Cornforth, assistant superintendent, Château d'Eau, Philippe Côté, chief clerk, Saint-Jérôme, County of Lake St. John, and J. H. Doyle, inspector, of Sainte-Germaine, County of Dorchester; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Henri Sohier, foreman, of Marsoui; to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; H. Fernand Pinoteau, Deputy-Clerk of the Circuit Court of Montreal, 6389 Alma street, Montreal, Laurent Leclerc, manager, Rivière-du-Loup, Ernest Rioux, inspector of the Fair Wage Board, of Trois-Pistoles, Paul Emile Desbiens, inspector of the Fair Wage Board, of Rimouski, and Marcel Gros-Louis, accountant, of Loretteville; to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec; Eugène P. Milot, inspector of Old Age Pension Board, of Louiseville; to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Joliette and Trois-Rivières; Napoléon Thomas, Collector of Provincial Revenue for Labelle Nord, of Mont-Laurier; to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montcalm; Tancrede Dubeau, Paul E. Lavigne, both of Rat River, Roger Rhéaume, of Mattawin, Paul A. St-Louis, of Casey, Ernest Martel, of Cann, all five clerks, Joseph Lesage, foreman, of Mattawin, Paul Fournier, of Grandes Piles, Georges Hamilton, of Grand'Mère, both representatives of the St. Maurice River Boom & Driving Co. Ltd., C. J. Borecman, director, J. Hector-Jacques Hébert, accountant, both of Saint-Alexis-des-Monts, and Terence Francis Moore Mitchell, accountant, Cap de la Madeleine, Terrasse Saint-Maurice; to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Jos. P. Biron, clerk, of Saint Côme; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Beauce; Gerard Thomas Fitzgerald, chief accountant, of La Sarre; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Joseph Gaston Longpré, Ernest N. Richardson, both clerks, of Roberval, Jean-Baptiste Desroches, L. L. Wetmore, and Paul Archambault, all three superintendents, of Dolbeau; to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Roberval; Clovis Fernet, representative of the St. Maurice River Boom &

le district judiciaire de Joliette; H. A. Burton, payeur, de Causapscaal, Gérard McKinnon, assistant-grand contremaître, Léopold Roy, commis et peseur, Edmond Lemieux et Maurice Brillant, tous deux commis, et ces quatre derniers de Rimouski: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Félix Fleury, S. E. Hachey, B.-P. Bouchard, commis, de Port-Alfred, Ulysse Tremblay, commis, de Laterrière, Adolphe Tremblay, contremaître, de Pibrac, et Jacques Gravel, commis de dépôt, de Lakeonatchiway: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; James Norman Fitzgerald, surintendant, et Ernest Fitzgerald, assistant-surintendant, tous deux de Hull: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne. Les juges de paix, nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1925, chapitre 145).

2181-o

Driving Co. Ltd., of Saint Thomas: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Joliette; H. A. Burton, paymaster, of Causapscaal, Gerard McKinnon, assistant chief-foreman, Leopold Roy, clerk, and weigher, Edmond Lemieux, and Maurice Brillant, both clerks and the four latter, of Rimouski; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Félix Fleury, S. E. Hachey, B. P. Bouchard, clerks, of Port-Alfred, Ulysse Tremblay, clerk, of Laterrière, Adolphe Tremblay, foreman, of Pibrac, and Jacques Gravel, station clerk, of Lakeonatchiway: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; James Norman Fitzgerald, superintendent, and Ernest Fitzgerald, assistant superintendent, both of Hull: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1925, chapter 145).

2182

## Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, District de Roberval. Cour Supérieure. No 10177. François X. Langlois, demandeur; vs L'Industrie du Vêtement Limitée, défenderesse et Bergeron & Bergeron, opposants.

Le vingt-huitième jour d'avril mil neuf cent quarante et un.

Sur l'ordre de l'Honorable Juge J.-O. Boulanger, donné le huit avril mil neuf cent quarante et un, vu l'allégation de l'insolvabilité de la dite Industrie du Vêtement Limitée, de Dolbeau, défenderesse, les créanciers de la dite défenderesse qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Prothonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Roberval, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure Civile.

R. BOISSONNEAULT,  
2173-18-2-o P.C.S.

## Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Roberval. Superior Court. No. 10177. François X. Langlois, plaintiff; vs L'Industrie du Vêtement Limitée, defendant; & Bergeron & Bergeron, opposants.

The twenty-eighth day of April, one thousand nine hundred and forty-one.

Upon the order of the Honourable Justice J. O. Boulanger, given the eighth of April, one thousand nine hundred and forty-one, in view of the allegation of the insolvability of the said "Industrie du Vêtement Limitée", of Dolbeau, defendant, the creditors of the said defendant who have not as yet filed their claims, are now called to file the same in this case in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the said district, at Roberval, within the fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

R. BOISSONNEAULT,  
2174-18-2 P.S.C.

## Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L.S.]  
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT:

## PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que l'honorable Ministre des  
Assistant-procureur } terres et forêts, de la  
général. } chasse et des pêcheries de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, confor-

## Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]  
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

## PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the Honourable Minister of Lands  
Deputy Attorney } and Forests, Game and  
General. } Fisheries, of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendance, pur-

mément aux dispositions de la Loi du cadastre, (Statuts refondus de Québec, 1925, article 2, chapitre 261), un plan d'une partie du canton de Guillet, comté de Témiscamingue, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ce plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministre des terres et forêts, de la chasse et des pêcheries;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ce plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, le onzième jour du mois de mars mil neuf cent quarante et un;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 16 avril 1941, et conformément aux dispositions de l'article 2169 du Code civil,

Nous donnons avis du dépôt de ce plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à cette partie du canton de Guillet désigné ci-dessus, et,

Nous invitons toute personne intéressée à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la cinquième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

2159-o

JEAN BRUCHESI.

suant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, article 2, chapter 261), a plan of a part of the Township of Guillet, County of Témiscamingue, in the Registration Division of Témiscamingue;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan above mentioned has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Témiscamingue on the eleventh day of the month of March, one thousand nine hundred and forty-one.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated the 16th April, 1941, and pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs which is mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting the part of the Township of Guillet above designated, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of April, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-one and the Fifth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

2160

Under Secretary of the Province.

## Vente par licitation

## Sale by licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 196287.

Avis vous est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le District de Montréal, le 18ième jour d'avril, 1941, rendu par l'honorable juge A. Decary, dans une cause dans laquelle Dame Rosie Horowitz (née Marks) épouse commune en biens de Israel Pecker, et ladite Dame Rosie Horowitz (née Marks) Pecker, judiciairement autorisée à instituer les présentes procédures, de la cité et du district de Montréal, est demanderesse, et Dame Annie Marks, épouse séparée de biens d'avec David A. Miller, marchand, tous deux de la cité et district de Montréal, et le dit David A. Miller pour autoriser son épouse aux fins des présentes en autant que besoin est, et Toby Marks Adelman, Jack Marks Adelman, Jennie Marks Adelman, et Samuel Marks Adelman, des Etats-Unis d'Amérique, lieux inconnus, sont défendeurs; et Téléphore Brassard, en sa qualité de registraire pour la division de Montréal, est mis-en-cause, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement au coin des rues Craig et Wolfe, Montréal, connu et désigné comme lot numéro deux cent et quatre-vingt-quinze (295) des plan et livre de renvoi officiel du quartier St-Jacques, avec les constructions portant les numéros civiques 573 à 585 (maintenant portant les numéros civiques 1115 à 1129 ci-inclus) rue Craig Est;

Ledit emplacement ou immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur JEUDI le CINQUIÈME jour de JUIN, 1941 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi par la dite Cour dans la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou toute autre chambre de ladite Cour supérieure désignée par le juge pour ladite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille deux cents dollars devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, 3 mai 1941.

Le Procureur de la demanderesse,  
2137-18-2-0 LOUIS FREEDMAN.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 196287.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the District of Montreal, on the 18th day of April 1941, rendered by the Honourable Mr. Justice A. Decary, in a cause wherein Dame Rosie Horowitz (née Marks) wife common as to property of Israel Pecker, and the same Dame Rosie Horowitz (née Marks) Pecker judicially authorized to institute the present proceedings, of the City and District of Montreal, is plaintiff, and Dame Annie Marks wife separate as to property with David A. Miller, merchant, both of the City and District of Montreal, and the said David A. Miller to authorize his wife for the purposes hereof, only insofar as may be required, and Toby Marks Adelman, Jack Marks Adelman, Jennie Marks Adelman and Samuel Marks Adelman, all of the United States of America, whereabouts unknown, are defendants; and Téléphore Brassard in his quality of registrar of the Registration Division of Montreal, is mis-en-cause, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

An emplacement at the corner of Craig and Wolfe Streets, Montreal, known as lot number two hundred and ninety five (295) on the official plan and book of reference in the St. James Ward, of the City of Montreal, with the buildings known as No. 573 to 585 (now bearing civic numbers 1115 to 1129 inclusive) Craig Street East, thereon erected;

The property above described, as it presently subsists, will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on THURSDAY, the FIFTH day of JUNE, 1941, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in room 31 in the Court House at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the Judge for the said Sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand two hundred dollars must be made by each bidder with every bid.

Montreal, May 3rd, 1941.

LOUIS FREEDMAN,  
2138-18-2-0 Attorney for Plaintiff.

## Ventes pour taxes municipales

## Sales for Municipal Taxes

Province de Québec.

Province of Quebec.

VILLE DE BOURLAMAQUE.

TOWN OF BOURLAMAQUE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, A. R. Randall, secrétaire-trésorier de la Corporation de la Ville de Bourlamaque, que la propriété ci-dessous décrite et située en la Ville de Bourlamaque, sera vendue à l'enchère

Public notice is hereby given by the undersigned, A. R. Randall, Secretary-Treasurer of the Town of Bourlamaque, that the property hereafter described, situated in the Town of Bourlamaque, will be offered for sale at public auction.

publique, au bureau du secrétaire-trésorier, le bureau de Lamaque Mining Company, Bourlamaque, MARDI, le VINGTIÈME jour de MAI, mil neuf cent quarante et un, à DIX heures de l'avant-midi (T.S.), pour satisfaire au paiement des taxes mentionnées au dit état, et frais ultérieurs, à moins que les dites taxes ne soient payées avec intérêts et frais avant la vente.

in the office of the Secretary-Treasurer, Lamaque Mining Company's Office Building, Bourlamaque, TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY, nineteen hundred and forty-one, at TEN o'clock in the (S.T.) forenoon, in default of the payment of municipal taxes mentioned in the said statement and further costs, unless the said taxes be paid with costs and interest before the sale.

Nom Name	No du Cadastre Cadastral No.	Municipales Municipal	Ecoles School	Total
Eugène Gamache	564	\$18 64	\$28 03	\$46 67

Donné à Bourlamaque, ce vingt-unième jour d'avril, mil neuf cent quarante et un.

Given at Bourlamaque, this twenty-first day of April, one thousand nine hundred and forty-one.

Le Secrétaire-trésorier de la  
Ville de Bourlamaque,  
2047-17-2-o

A. R. RANDALL,  
Secretary-Treasurer  
of the Town of Bourlamaque.

Canada,  
Province de Québec, Comté de Témiscamingue.

Canada,  
Province of Quebec, County of Temiscamingue.

VILLE DE ROUYN

TOWN OF ROUYN

Avis public est donné par les présentes par le soussigné, Alex. Leclerc, secrétaire-trésorier de la ville de Rouyn, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique dans la salle des délibérations du Conseil de l'hôtel de ville de Rouyn le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MAI 1941 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire aux taxes et redevances municipales et scolaires et autres, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned Alex. Leclerc, secretary-treasurer of the Town of Rouyn, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the sitting room of the Council of the said Town of Rouyn, at the Town of Rouyn, the NINE-TEENTH of MAY 1941, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of taxes and municipal dues, School and other taxes with interests as mentioned in hereinunder statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests, costs shall be paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of Owner	Cadastre	Taxes munic., scol. et intérêts. Montant Mun. and School taxes and int. Amount
Bloc—Block 41: Tony Allevato.....	1: La demi-nord du lot 20 du Bloc 41, Canton Rouyn, comté de Témiscamingue mesurant 40 pieds de largeur par 50 pieds de profondeur et borné au nord à la ruelle No 209, à l'est à la partie plus bas décrite du lot 19 au sud à la balance du même lot, à l'ouest à l'Avenue Principale, et 2. La demi-nord du lot 19 du Bloc 41, Canton Rouyn, Comté de Témiscamingue, mesurant 40 pieds de largeur par 50 pieds de profondeur et borné au nord à la ruelle No 209, à l'est au lot No 18, au sud à l'autre partie du même lot à l'ouest à la partie plus haut décrite du lot 20—avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances.	
Tony Allevato.....	1. North half of lot 20, Block 41, Township of Rouyn, County of Temiscamingue, measuring 40 feet in width by 50 feet in depth and bounded on the north by lane No 209, on the east by the hereinafter described part of lot 19, on the south by the remaining part of the same lot No 20, and on the west by Main Avenue, and 2. North half of lot No. 19, Block 41, Township of Rouyn, County of Temiscamingue, measuring 40 feet in width by 50 feet in depth and bounded on the north by lane No. 209, on the east by lot No. 18, on the south, by the remaining part of the same lot, on the west, by the above-described part of lot 20—with buildings erected thereon and dependances.	\$ 5,487 65
Ubaldo Vallière.....	47 bloc 41—avec bâtisses dessus construites et dépendances.—47 Block 41—with buildings erected thereon and dependances.	591 79

Nom du propriétaire Name of Owner	Cadastré	Taxes munic. scol. et intérêts Montant Mun. and school taxes and int. Amount
Mme-Mrs. Wilhelmine Tremblay Bouchard	105 bloc 41—avec bâtisses dessus construites et dépendances.—105 Block 41—with buildings erected thereon and dependances	780 37
Polish Catholic White Eagle Association. Polish Hall. John Chomici. Mike Bury. Jos. Placzak. Thomas Casaback. Frank Bury. Cécile Boisclair.	124 bloc 41—avec bâtisses dessus construites et dépendances.—124 Block 41—with buildings erected thereon and dependances.	2,071 84
Treffé Quésnel	369 bloc 41—avec bâtisses dessus construites et dépendances.—369 Block 41—with buildings erected thereon and dependances	216 65
	1. La partie est du lot No 447 du bloc 41 du cadastre officiel du Canton Rouyn, Comté de Témiscamingue, mesurant 62 pieds de largeur sur 40 pieds de profondeur, bornée au nord à partir du lot 446, à l'est à l'Avenue Pelletier, au sud, à la partie ci-après décrite du lot 448, et à l'ouest au reste du même lot 447, et 2. La partie est du lot 448 du Bloc 41 dudit cadastre, mesurant 62 pieds de largeur sur 59 pieds de profondeur, bornée au nord à la partie ci-dessus décrite du lot No 447 à l'est à l'Avenue Pelletier, au sud, à la rue McQuaig, à l'ouest au reste du même lot—avec ensemble, les bâtisses dessus construites et dépendances.	
	1. East part of lot No. 447, Block 41, Township of Rouyn, county of Temiscamingue, measuring 62 feet in width by 40 feet in depth bounded on the North by part of lot 446, on the East by Pelletier Avenue, on the South by the hereinafter described part of lot 448, and on the West, by the other part of the same lot No. 447, and 2. East part of lot 448, Block 41 of the same Township of Rouyn, measuring 62 feet in width by 59 feet in depth, bounded on the North by the above described part of lot 447, on the East, by Pelletier Avenue, on the South by McQuaig Street, on the West by the other part of the same lot No. 447—	579 19
Jos. Sévigny	469 bloc 41—avec bâtisses dessus construites et dépendances.—469 Block 41—with buildings erected thereon and dependances.	276 19
Bloc—Block 8: Emanuel Giroux	283 bâtisses seulement—buildings only	28 94
Mme-Mrs. Délima Legault	727 bâtisses seulement—buildings only	377 40

Les immeubles ci-dessus sont tous situés dans les limites de la Ville de Rouyn, Comté de Témiscamingue, P. Q.

Donné en la Ville de Rouyn, ce 23 avril 1941.

Le Secrétaire-trésorier,

2103A-17-2-o ALEX. LECLERC, C.P.A.

The above immovables are all situated in the limits of the Town of Rouyn, county of Temiscamingue.

Given at the Town of Rouyn, this 23rd day of April, 1941.

ALEX. LECLERC, C.P.A.,

Secretary-treasurer.

## VENTES PAR LES SHÉRIFS

## SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

JOLIETTE

*Fieri Facias De Terris*

Cour Supérieure.—District de Montréal  
Province de Québec, } DAME LEOVINA  
No 198817 } BRUNETTE, veuve  
de Edgar Tremblay, commerçante des cité et district de Montréal, demanderesse; vs J-ARTHUR ARCHAMBAULT, député protonotaire, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Edgar Tremblay, en son vivant plombier, des cité et district de Montréal.

Un emplacement situé à Repentigny, dans le comté de l'Assomption, connu et désigné sous le numéro trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-huit (128-3) des

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

*Fieri Facias De Terris*

Superior Court.—District of Montreal  
Province of Quebec, } DAME LEOVINA  
No. 198817 } BRUNETTE, widow  
of Edgar Tremblay, merchant, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs J. ARTHUR ARCHAMBAULT, deputy-prothonotary, in his quality of Curator to the vacant Estate of the late Edgar Tremblay, in his lifetime, plumber, of the City and District of Montreal.

An emplacement situate at Repentigny, in the County of l'Assomption, known and designated under number three of the official subdivision of the original lot number one hundred and

plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Repentigny, avec toutes les constructions dessus érigées.

Lors de la vente il sera exigé de tout enchérisseur un dépôt de \$150.00, ce, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en date du 31ème jour du mois de mars 1941.

Pour être vendu au bureau du Shérif de Montréal, au Palais de Justice de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MAI 1941, à DIX heures de l'avant-midi, ce en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en date du 29ème jour du mois de mars 1941.

Bureau du Shérif, J.-A. BÉLANGER.  
Joliette, 7 avril 1941. 1863-15-2-o  
[Première publication, 12 avril 1941]

MONTREAL

*Fieri Facias de Terris.*

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE BE-  
No 196301. } LAIR, veuve de feu  
Joseph-Frédéric-Eugène Letendre, es-qual., de-  
manderesse; vs LÉOPOLD DESFORGES et al.,  
es-qual., défendeurs.

1. Un emplacement en la cité de Montréal étant la partie sud-est du lot numéro deux cent-onze de la subdivision du lot originaire numéro cinq (5-211) aux plan et livres de renvoi officiels du village incorporé de la côte St-Louis dans le comté d'Hochelega avec maison et autres bâtisses dessus érigées, portant les Nos civiques 6040, 6042 et 6044 rue DeLaroche, la propriété est à 121 pieds et 8½ pouces, vers le sud-est de la rue Bellechasse.

2. Un emplacement en la cité de Montréal étant la partie nord-ouest du lot No deux cent-douze de la subdivision du lot originaire numéro cinq (5-N.O.P. 211 et 5-S.E.P. 212) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte St-Louis, comté d'Hochelega avec la maison et autres bâtisses dessus érigées portant les Nos civiques 6046 à 6050 rue DeLaroche; la propriété est à 104 pieds et 10½ pouces vers le sud-est de la rue Bellechasse.

3. Un emplacement en la cité de Montréal étant la partie nord-ouest du lot numéro deux cent-douze de la subdivision du lot originaire numéro cinq (5-N.O.P. 212) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte St-Louis, comté d'Hochelega; avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 6052, 6054 et 6056 rue De Laroche; la propriété est à 87 pieds et 11¼ pouces vers le sud-est de la rue Bellechasse.

La partie sud-est du lot No 5-211 mesure seize pieds et dix pouces de largeur, au front dix-sept pieds et deux pouces en arrière par cent-dix pieds de profondeur; la partie nord-ouest du lot No 5-211 est supposée mesurer huit pieds et deux pouces de largeur au front, sept pieds et dix pouces en arrière, par cent-dix pieds de profondeur, et la partie sud-est du lot No 5-212 est supposée mesurer huit pieds et ¾ de pouce de largeur au front, huit pieds et deux pouces en arrière, par cent-dix pieds de profondeur et toute la propriété est supposée mesurer seize pieds et 2¾ pouces de largeur au front et seize pieds en arrière, mais à cause d'un surplus de terre elle mesure réellement seize pieds et huit pouces et ¼ de largeur au front et seize pieds et 7¼ pouces de largeur en arrière;

twenty-eight (128-3) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Repentigny—with all the buildings thereon erected.

At the time of the sale, there shall be required from each and every bidder, a deposit of \$150, and such, in virtue of a judgment of the Superior Court of the District of Montreal, dated the 31st day of March, 1941.

To be sold at the Sheriff's Office of Montreal, in the Court House, Montreal, on the NINETEENTH day of the month of MAY, 1941, at TEN o'clock in the forenoon, and such in virtue of a judgment of the Superior Court of the District of Montreal, dated the 29th day of March, 1941.

Sheriff's Office, J. A. BÉLANGER, Sheriff.  
Joliette, April 7th, 1941. 1864-15-2  
[First publication, April 12th, 1941]

MONTREAL

*Fieri Facias de Terris.*

Superior Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit: } DAME MARIE BE-  
No. 196301. } LAIR, widow of the  
late Joseph Frédéric Eugène Letendre, es-qual.,  
plaintiff; vs LÉOPOLD DESFORGES et al.,  
es-qual., defendants.

1. An emplacement in the city of Montreal, being the South-East part of lot number two hundred and eleven of the subdivision of original lot number five (5-211) on the official plan and in the book of reference for the Incorporated Village of Côte St-Louis, in the County of Hochelega—with the house and other buildings thereon erected, bearing civic Nos. 6040, 6042 and 6044 DeLaroche street, the property is situate at 121 feet and 8½ inches South-East of Bellechasse street.

2. An emplacement in the city of Montreal, being the North-West part of lot number two hundred and eleven and the South-East part of lot number two hundred and twelve of the subdivision of original lot number five (5-N.W. Pt. 211 and 5-S.E. Pt. 212) on the official plan and in the book of reference for the Incorporated Village of Côte St-Louis, County of Hochelega—with the house and other buildings thereon erected, bearing civic Nos. 6046 to 6050 DeLaroche street; the property is situate at 104 feet and 10½ inches South-East of Bellechasse street.

3. An emplacement in the city of Montreal, being the North-West part of lot number two hundred and twelve of the subdivision of original lot number five (5-N.W. Pt. 212) on the official plan and in the book of reference for the Incorporated Village of Côte St-Louis, County of Hochelega—with the buildings thereon erected bearing civic Nos. 6052, 6054 and 6056 De Laroche street; the property is situate at 87 feet and 11¼ inches South-East of Bellechasse street.

The South-East part of lot 5-211 measures sixteen feet and ten inches in width, in front, seventeen feet and two inches in rear, by one hundred and ten feet in depth; the North-West part of lot No. 5-211 is supposed to measure eight feet and two inches in width in front, seven feet and ten inches in rear, by one hundred and ten feet in depth, and the South-East part of lot No. 5-212 is supposed to measure eight feet and ¾ of an inch in width in front, eight feet and two inches in width, by one hundred and ten feet in depth, and the whole property is supposed to measure sixteen feet and 2¾ inches in width in front and sixteen feet in rear, but due to a surplus of land it really measures sixteen feet and eight inches and ¼ in width in front and sixteen feet

la partie nord-ouest du lot No 5-212 mesure seize pieds et onze et  $\frac{1}{4}$  pouces de largeur au front, seize pieds et 10 pouces en arrière, par cent-dix pieds de profondeur.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Montréal, le 7 avril 1941. L.-P. CAISSE.  
[Première publication, le 12 avril 1941] 1841-15-2-0

*Fieri Facias De Terris*

Cour Supérieure.—District de Montréal.  
Montréal, à savoir: DAME LEOVINA  
No 198817. { BRUNETTE, veuve  
de Edgar Tremblay, demanderesse; vs J.-ARTHUR  
ARCHAMBAULT, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Edgar Tremblay, défendeur.

“Un emplacement ayant front sur la rue Ducharme en la cité d'Outremont, formant le coin de la rue McEachran, et composé de la subdivision numéro deux de la subdivision quatre cent-huit de la subdivision officielle du lot numéro trente-huit, et de la subdivision numéro quatre cent-neuf du lot originaire numéro trente-huit (38-408-2 et 38-409) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant quarante-six pieds de largeur en front et en arrière, par une profondeur de cent pieds, mesure anglaise, plus ou moins, avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 1551 à 1561 inclusivement de l'avenue Ducharme, dont le mur sud-ouest de la bâtisse, portant les numéros civiques 1557 à 1561 inclusivement, est mitoyen, avec les bâtisses adjacentes, et portant aussi le No 904 de l'avenue McEachran. Avec droit de passage en commun avec d'autres et ayant droit dans la ruelle en arrière, étant la subdivision numéro quatre cent-un du dit lot originaire numéro trente-huit (38-401), avec et sujet à un droit de vue et de lumière ou à avoir des chassis, ouverture et projection tel que placés présentement et localisés sur la bâtisse portant les numéros civiques 1557 à 1561 inclusivement, érigée sur la subdivision numéro deux de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro trente-huit (38-408-2) et l'extrême sud-ouest cinq pieds de largeur de la dite subdivision numéro quatre cent-neuf de la dite subdivision officielle du dit lot numéro trente-huit (38-409), pour sa durée et aussi simultanément sur la bâtisse portant les numéros civiques 1563 à 1567 inclusivement, érigée sur l'emplacement adjacent, au sud-ouest, comprenant la subdivision numéro un de subdivision quatre cent-huit de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-huit, (38-408-1), aux susdits plan et livre de renvoi officiels, et une servitude réciproque de droit de vue et de lumière étant présentement établie sur et en faveur de chacun des dits emplacements, pour leur bénéfice respectif”.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,500 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, daté le 31 mars 1941.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Montréal, le 7 avril 1941. L.-P. CAISSE.  
[Première publication, le 12 avril 1941] 1843-15-2-0

and  $7\frac{1}{4}$  inches in width in rear; the North-West part of lot No. 5-212, measures sixteen feet and eleven and  $\frac{1}{4}$  inches in width in front, sixteen feet and 10 inches in rear, by one hundred and ten feet in depth.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
Montreal, April 7th, 1941. 1842-15-2  
[First publication, April 12th, 1941] Sheriff

*Fieri Facias De Terris*

Superior Court.—District of Montreal.  
Montreal, to wit: DAME LEOVINA  
No. 198817. { BRUNETTE, widow  
of Edgar Tremblay, plaintiff; vs J. ARTHUR  
ARCHAMBAULT, in his quality of Curator to the vacant Estate of the late Edgar Tremblay, defendant.

An emplacement fronting on Ducharme street, in the City of Outremont, forming the corner of McEachran street, and composed of subdivision number two of subdivision four hundred and eight, of the official subdivision of lot number thirty-eight, and of subdivision number four hundred and nine of the original lot number thirty-eight (38-408-2 and 38-409) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Montreal, measuring forty-six feet in width in front and in rear, by a depth of one hundred feet, English measure, more or less—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 1551 to 1561 inclusively of Ducharme street, the southwest wall of the building bearing civic numbers 1557 to 1561 inclusively, being a party wall (mitoyen) with the adjacent buildings and also bearing No. 904 of McEachran avenue. With right of way in common with others having rights in the lane, in rear, being subdivision number four hundred and one of the original lot number thirty eight (38-401), with and subject to right of view and of light, or of having windows, openings and projections such as actually placed and localized on said building bearing civic numbers 1557 to 1561 inclusively, erected on subdivision number two of subdivision number four hundred and eight of the official subdivision of said original lot number thirty-eight (38-408-2) and the extreme southwest five feet in width of said subdivision number four hundred and nine of said official subdivision of said lot number thirty-eight (38-409) for its duration and also, simultaneously upon the building bearing civic numbers 1563 to 1567 inclusively, erected on the adjacent emplacement, southwest, comprising subdivision number one of subdivision four hundred and eight of the official subdivision of lot number thirty-eight (38-408-1) on the aforesaid official plan and in the book of reference, and a reciprocal servitude of right of view and of light being actually established upon and in favour of each of said emplacements, for their respective benefit.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,500. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer dated March 31st, 1941.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
Montreal, April 7th, 1941. 1844-15-2  
[First publication, April 12th, 1941] Sheriff

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure—District de Montréal  
 Montréal, à savoir: } TRUDEAU ELLIOTT  
 146365 } LIMITED, deman-  
 deresse-cédante et ERNEST BEAUPRÉ, de-  
 mandeur-cessionnaire; vs DAME AURORE  
 EMARD, épouse séparée de biens de JOSEPH  
 COURVILLE, défenderesse.

Un certain emplacement dans les cité et dis-  
 trict de Montréal formant les lots de terre connus  
 et désignés comme étant les numéros quatorze  
 cent quarante-sept et quatorze cent quarante-  
 huit de la subdivision officielle du lot originaire  
 numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-  
 1447 et 1448) aux plan et livre de renvoi officiels  
 de la paroisse St-Laurent, ayant front sur la rue  
 St-Denis, sans bâtisse.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec  
 les servitudes actives et passives, apparentes et  
 occultes, attachées au dit immeuble, et notam-  
 ment une servitude de droit de vue.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de  
 Montréal, le CINQ JUIN prochain, à DEUX  
 heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le Shérif,  
 Montréal, 29 avril 1941. L.-P. CAISSE.  
 [Première publication, 3 mai 1941] 2161-18-2-0

QUÉBEC

*Fieri Facias*

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;  
 No 681/41 } contre CASAULT TUR-  
 COTTE, employé civique, de notre Cité de Qué-  
 bec, dans notre district de Québec, en sa qualité  
 de curateur à la succession vacante de feu Lu-  
 mina Campagna, en son vivant de notre Cité de  
 Québec, et veuve de feu Wenneston Atkinson,  
 en son vivant de la Cité de Québec, à savoir:

Partie du lot No 1811 (mille huit cent onze)  
 du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Sau-  
 veur de Québec, étant une lisière de terrain ou  
 emplacement situé sur le côté Nord de la rue St-  
 Michel, maintenant rue Arago, connu sous le No  
 8 des concessions de la dite rue, avec les bâtisses  
 dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
 Québec, le SIXIÈME jour de JUIN prochain,  
 à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le Shérif,  
 Québec, ce 30 avril 1941. L. LAPIERRE.  
 [Première publication, 3 mai 1941] 2163-18-2-0  
 [Deuxième publication, 17 mai 1941]

RIMOUSKI

*Fieri Facias De Bonis Et De Terris*

Cour Supérieure

District de Rimouski, } A.-C. LANDRY LI-  
 No 7421 } MITÉE; vs J-  
 ÉLOI GAGNON, Padoue, savoir:

1. Le lot No quatorze-B (14-B) au cadastre  
 officiel du huitième rang du Canton Cabot, avec  
 bâtisses, borné à l'est à Antoine Béland, à l'ouest  
 à Philippe Galant.

2. Partie du lot No sept cent cinquante-huit  
 (P. 758) du cadastre officiel de la paroisse de  
 Saint-Octave de Métis, de deux arpents de front  
 sur la profondeur du rang, borné à l'est à Dame  
 Frs. Bérubé, à l'ouest à Alphée Pinault, sauf et à  
 distraire le terrain du lac, vendu à Fleet & Cie.

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court—District of Montreal  
 Montreal, to wit: } TRUDEAU ELLIOTT  
 146365 } LIMITED, plaintiff-  
 assignor and ERNEST BEAUPRÉ, plaintiff-  
 assignee; vs DAME AURORE EMARD, wife  
 separate as to property of Joseph Courville, def-  
 endant.

A certain emplacement in the city and district  
 of Montreal, forming the lots of land known and  
 designated as being numbers fourteen hundred  
 and forty seven and fourteen hundred and forty  
 eight of the official subdivision of original lot  
 number two thousand six hundred and forty-  
 three (2643-1447 and 1448) on the official plan  
 and in the book of reference for the Parish of  
 St-Laurent, fronting on St-Denis street—without  
 buildings.

As the whole presently subsists, with the active  
 and passive, apparent and unapparent servitudes  
 attached to the said immovable, and mainly a  
 servitude of right of view.

To be sold, at my office, in the City of Mon-  
 treal, on the FIFTH of JUNE next, at TWO  
 o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
 Montreal, April 29th, 1941. Sheriff. 2162-18-2  
 [First publication, May 3rd, 1941]

QUÉBEC

*Fieri Facias*

Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;  
 No. 681/41 } against CASAULT TUR-  
 COTTE, civic employee, of Our City of Qué-  
 bec, in Our district of Québec, in his quality of curator  
 to the vacant Estate of the late Lumina Campa-  
 gna, in her lifetime of Our City of Québec, and  
 widow of the late Wenneston Atkinson, in his  
 lifetime of the City of Québec, to wit:

Part of lot No. 1811 (one thousand eight hun-  
 dred and eleven) of the official cadastre for the  
 parish of Saint-Sauveur de Québec, being a strip  
 of land or emplacement situate on the North side  
 of St-Michel street, now Arago street, known  
 under No. 8 of the concessions of the said street—  
 with the buildings thereon erected and depen-  
 dencies.

To be sold at my office, in the City of Québec,  
 on the SIXTH day of JUNE next, at TEN  
 o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,  
 Québec, April 30th, 1941. Sheriff. 2164-18-2  
 [First publication, May 3rd, 1941]  
 [Second publication, May 17th, 1941]

RIMOUSKI

*Fieri Facias De Bonis Et De Terris*

Superior Court

District of Rimouski, } A. C. LANDRY LI-  
 No. 7421 } MITÉE; vs J.  
 ÉLOI GAGNON, Padoue, to wit:

Lot number fourteen-B (14-B) on the official  
 cadastre for the eighth Range of the Township  
 of Cabot—with buildings, bounded on the east  
 by Antoine Béland, on the west by Philippe Ga-  
 lant.

2. Part of lot number seven hundred and fifty-  
 eight (Pt. 758) on the official cadastre for the  
 Parish of St-Octave de Métis, measuring two  
 arpents in front by the depth of the Range, bound-  
 ed on the east by Dame Frs. Bérubé, on the  
 west by Alphée Pinault, save and to be with-  
 drawn the lot of land of the Lake sold to Fleet  
 & Co.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Antoine de Padoue, à DIX heures de l'avant-midi, le TREIZE MAI prochain 1941.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, CHS. D'ANJOU,  
Rimouski, 8 avril, 1941. 1865-15-2-o  
[Première publication, 12 avril 1941]

To be sold at the church door of the Parish of St-Antoine de Padoue, at TEN o'clock in the forenoon, on the THIRTEENTH of MAY next, 1941.

CHS. D'ANJOU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, April 8th, 1941. 1866-15-2  
[First publication, April 12th, 1941]

*Fieri Facias de Terris.*

Cour de Magistrat.

District de Rimouski, { ALFRED MER-  
No 8300. } CIER; vs J.  
BTE LÉVESQUE, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption et autres que le défendeur J.-Bte Lévesque, a et peut avoir sur le lot No 3 D, au cadastre officiel du rang 7 du canton McNider, paroisse de St-Damase.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de St-Damase, le TREIZIÈME jour de MAI prochain 1941, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, CHS. D'ANJOU,  
Rimouski, le 8 avril 1941. 1867-15-2-o  
[Première publication, le 12 avril 1941]

*Fieri Facias de Terris.*

Magistrate's Court.

District of Rimouski, { ALFRED MER-  
No. 8300. } CIER; vs J.  
BTE. LÉVESQUE, to wit:

All the rights of occupancy, clearing, preemption and other rights which the defendant J. Bte. Lévesque has or may have on lot No. 3-D, of the official cadastre for Range 7 of the Township McNider, Parish of St-Damase.

To be sold, at the church door of the parish of St-Damase, on the THIRTEENTH day of MAY next, 1941, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, April 8th, 1941. 1868-15-2  
[First publication, April 12th, 1941]

*Fieri Facias De Terris*

Cour de Magistrat

District de Rimouski, { VICTOR VER-  
No 8741 } REAULT; vs MA-  
GLOIRE PICARD, savoir:

Le lot No cinquante-quatre (54) au cadastre officiel du rang cinq, du canton Awantjish.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Cléophas, le TROIS JUN prochain 1941, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Le Shérif,  
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU,  
Rimouski, 30 avril 1941. 2175-18-2-o  
[Première publication, 3 mai 1941]

*Fieri Facias De Terris*

Magistrate's Court

District of Rimouski, { VICTOR VER-  
No. 8741 } REAULT; vs MA-  
GLOIRE PICARD, to wit:

Lot number fifty four (54) on the official cadastre for Range five of the Township of Awantjish.

To be sold at the church door of the Parish of St. Cléophas, on the THIRD of JUNE next, 1941, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Day-light Saving Time).

CHS. D'ANJOU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, April 30th, 1941. 2176-18-2  
[First publication, May 3rd, 1941]

ST-FRANÇOIS

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure—District de St-François  
Sherbrooke, { EMILE RIOUX, de la cité de  
No 2317 } Sherbrooke, district de  
Saint-François, avocat, demandeur; vs G. STAN-  
LEY SHARPE, in sa qualité de syndic à la  
faillite de Forrest W. Lord, de la cité de Sher-  
brooke, district de St-François, défendeur; et  
ROLAND DUGRÉ, de la cité de Sherbrooke,  
avocat, curateur au délaissement.

Saisis entre les mains du curateur au délaissement:

1. Les lots 958, 959 et 960 du cadastre, plan et livre de renvoi du Quartier nord de la cité de Sherbrooke;

2. Le lot 167 du cadastre, plan et livre de renvoi du Quartier Centre de la Cité de Sherbrooke.

Le tout avec les bâtisses et dépendances érigées dessus."

Pour être vendus au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, JEUDI, le CINQUIÈME jour de JUN prochain, à DIX heures a.m.

Le Shérif,  
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX,  
Sherbrooke, ce 26 avril 1941. 2165-18-2-o  
[Première publication, 3 mai 1941]

ST. FRANCIS

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court—District of St. Francis  
Sherbrooke, { EMILE RIOUX, of the city of  
No. 2317 } Sherbrooke, district of St.  
Francis, advocate, plaintiff; vs G. STANLEY  
SHARPE, in his quality of trustee to the bank-  
ruptcy of Forrest W. Lord, of the city of Sher-  
brooke, district of Saint Francis, defendant; and  
ROLAND DUGRÉ, of the city of Sherbrooke,  
district of St. Francis, advocate, curateur au  
délaissement.

Seized in the hands of the curator:

1. "Lots 958, 959 and 960 on the Cadastral Plan and Book of Reference of the North Ward of the City of Sherbrooke;

2. The lot 167 on the Cadastral Plan and Book of Reference of the Centre Ward of the City of Sherbrooke.

The whole with the buildings and dependences thereon erected."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, THURSDAY, the FIFTH of JUNE next, at TEN a.m.

J. P. C. LEMIEUX,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, this 26th of April, 1941. 2166-18-2-o  
[First publication, May 3rd, 1941]

**TERREBONNE**

*Fieri Facias De Bonis Et De Terris*  
 Cour Supérieure.—District de Terrebonne  
 Canada, }  
 Province de Québec, } **DAME EMMA BISON**, de St-Eustache  
 No E-166053 } sur le lac, dans le district  
 de Terrebonne, veuve non remariée de Cléophas  
 Berthelette, en son vivant briquetier des mêmes  
 lieux, demanderesse; vs **ARTHUR PAULEY**,  
 gérant d'assurances d'Outremont, dans  
 le district de Montréal, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des  
 immeubles saisis dans la présente cause, qui deva  
 it avoir lieu à DEUX heures de l'après-midi  
 (heure avancée), MARDI, le TRENTIÈME jour  
 du mois de JUILLET 1940, aura lieu MARDI,  
 le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MAI  
 1941, à DEUX heures de l'après-midi (heure  
 avancée), à la porte de l'église de la paroisse de  
 Ste-Eustache.

Le Shérif,  
 Bureau du shérif, **ALBERT FOURNELLE**,  
 Saint-Jérôme, ce 30 avril 1941. 2177-o  
 [Première publication, 3 mai 1941]

**TERREBONNE**

*Fieri Facias De Bonis Et De Terris*  
 Superior Court.—District of Terrebonne  
 Canada, }  
 Province of Quebec, } **DAME EMMA BISON**, of St-Eusta-  
 No. E-166053 } che sur le lac, in the Dis-  
 trict of Terrebonne, unmarried widow of Cléo-  
 phas Berthelette, in his life time brick-maker, at  
 the same place, plaintiff; vs **ARTHUR PAU-  
 LEY**, Insurances' Manager of Outremont, in  
 the district of Montreal, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the im-  
 moveables seized in the present case, and that  
 was to be sold at TWO o'clock (daylight Saving  
 Time), on TUESDAY, the THIRTIETH day of  
 JULY, 1940, will take place at the church door  
 of the parish of St-Eustache, TUESDAY, the  
 TWENTY-SEVENTH day of MAY 1941, at  
 TWO o'clock in the afternoon (daylight Saving  
 Time).

**ALBERT FOURNELLE**,  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Saint-Jérôme, April the 30th, 1941. 2178-o  
 [First publication, May 3rd, 1941]

**Arrêtés en Conseil**

**Orders in Council**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL  
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

No 994

No. 994

Québec, le 25 avril 1941.

Quebec, April 25, 1941.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant une nouvelle prolongation du décret  
 relatif aux travailleurs du port de Montréal  
 —navigation intérieure.

Concerning a new extension of the decree relating  
 to the Montreal Harbour Workers—inland  
 navigation.

Conformément aux dispositions de l'article 8  
 de la Loi de la convention collective, (4, George  
 VI, chapitre 38).

Pursuant to the provisions of section 8 of the  
 Collective Agreement Act (4, George VI, chapter  
 38).

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable  
 ministre du travail, des mines et des pêcheries  
 maritimes, que le décret numéro 805, du 8 mai  
 1939, et amendements, relatif aux travailleurs  
 du port de Montréal—navigation intérieure—soit  
 de nouveau prolongé jusqu'au premier juin 1941.

It is ordered, upon the proposal of the Honour-  
 able Minister of Labour, Mines and Maritime  
 Fisheries, that decree No. 805, of May 8th 1939  
 and amendments, relating to the Montreal Har-  
 bour workers—inland navigation, be extended  
 again until June 1st, 1941.

**A. MORISSET**,  
 2183-o Greffier du Conseil Exécutif.

**A. MORISSET**,  
 2184-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL  
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

No 1042

No. 1042

Québec, le 30 avril 1941.

Quebec, April 30th, 1941.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant des modifications au décret relatif à  
 l'industrie de la chapellerie pour dames et  
 enfants dans l'île et le district de Montréal.

Concerning some modifications to the decree  
 relating to the Women's and Children's Milli-  
 nery Industry in the Island and District of  
 Montreal.

Attendu que, conformément aux dispositions  
 de l'article 8 de la loi de la convention collective  
 (4, George VI, chapitre 38), l'honorable ministre  
 du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes,  
 a reçu une requête des parties contractantes à la  
 convention collective de travail relative à l'in-  
 dustrie de la chapellerie pour dames et enfants  
 dans l'île et le district de Montréal, rendue obli-

Whereas pursuant to the provisions of section 8  
 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI,  
 chapter 38), the Honourable Minister of Labour,  
 Mines and Maritime Fisheries has received a  
 request from the contracting parties to the  
 collective labour agreement relating to the  
 millinery and women's and children's headwear  
 industry in the Island and District of Montreal,

gatoire par le décret numéro 2025 du 24 juillet 1935 et amendements, à l'effet d'apporter certaines modifications audit décret:

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 22 mars 1941 de la *Gazette officielle de Québec*:

Attendu qu'aucune objection n'a été reçue contre son approbation:

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes que ledit décret numéro 2025 du 14 juillet 1935 et ses amendements soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Salaires minima*: a. 1. Les taux de salaires minima seront les suivants pour les ouvriers qualifiés de chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaire hebdomadaire	Salaire horaire
Préposé au blocage à la main	\$ 36 00	\$ 0 90
Bloqueur	32 50	0 81 $\frac{1}{4}$
Préposé à la couture des pailles	32 50	0 81 $\frac{1}{4}$
Préposé à la couture des tissus	32 50	0 81 $\frac{1}{4}$
Coupeur	32 50	0 81 $\frac{1}{4}$
Drapeuse	22 40	0 56
Drapeuse et préposée aux garnitures	19 20	0 48
Préposée aux garnitures	17 00	0 42 $\frac{1}{2}$

2. Tous les autres salariés faisant partie des classifications ci-haut mentionnées, recevant actuellement un salaire supérieur aux taux minima ci-haut déterminés, devront recevoir, en plus de leur salaire actuel, une augmentation de cinq pour cent (5%) dudit salaire."

2. L'article IX est radié et remplacé par le suivant:

"IX. *Durée du décret*:—Le présent décret, avec ses amendements, demeurera en vigueur jusqu'au 15 février 1942. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne au comité paritaire et à l'autre partie un avis écrit de son intention de ne pas le renouveler pour une autre année et ce, le ou avant le 1er janvier de chaque année, pendant la durée du présent décret. Copie de cet avis devra être transmise au ministère du Travail."

A. MORISSET,  
2203-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

No 1040

Québec, le 30 avril 1941.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation du décret relatif aux employés de garage dans l'Île et le district de Montréal.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries Maritimes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4, Geo. VI, chapitre 38), que le décret numéro 2388 du 10 novembre 1939 et amendements, relatif aux employés de garage dans l'Île et le district de Montréal, soit prolongé de nouveau jusqu'au 7 juin 1941.

A. MORISSET,  
2199-o Greffier du Conseil Exécutif.

rendered obligatory by decree No. 2025, of July 24th, 1935, and its amendments, to modify the said decree:

Whereas the said request has been published in the 22nd of March 1941 issue of the *Quebec Official Gazette*:

Whereas no objection against its approval has been received:

It is ordered, consequently, upon the proposal of the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that the said decree number 2025 of the 24th of July 1935 and its amendments be modified in the following manner:

1. Subsection "a" of section III is replaced by the following:

"III. *Minimum wages*: a. 1. The minimum wage rates shall be the following in each of the various trades for skilled workers:

Trades	Per week	Per hour
Hand Blockers	\$ 36 00	\$ 0 90
Blockers	32 50	0 81 $\frac{1}{4}$
Straw Operators	32 50	0 81 $\frac{1}{4}$
Fabric Operators	32 50	0 81 $\frac{1}{4}$
Cutters	32 50	0 81 $\frac{1}{4}$
Drapers	22 40	0 56
Trimmers-Drapers	19 20	0 48
Timmers	17 00	0 42 $\frac{1}{2}$

2. All other employees, mentioned in the above classifications who are presently receiving more than the minimum rates above specified, shall receive in addition to the present wages, an increase of 5% thereof.

2. Section IX is cancelled and replaced by the following new section:

"IX. *Duration of the decree*: The present decree with its amendments shall be in force up to and inclusive of February 15th, 1942, and shall renew itself automatically from year to year unless either party to the Agreement notifies the Parity Committee and the other party, in writing on or before January 1st of each year during the currency of this decree, of its intention not to renew same for an additional year. Copy of such notice will be forwarded to the Department of Labour."

A. MORISSET,  
2204-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 1040

Quebec, April 30th, 1941.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a new extension of the duration of the decree relating to garage employees in the Island and District of Montreal.

It is ordered, upon the proposal of the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), that Decree number 2388 of the 10th of November 1939 and amendments, relating to garage employees in the Island and District of Montreal, be again extended until June 7th, 1941.

A. MORISSET,  
2200-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

No 1043

Québec, le 30 avril 1941.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4, George VI, chapitre 38), une requête a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec, à l'effet d'apporter des modifications audit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 15 mars 1941 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes que ledit décret numéro 1090 du 7 mars 1940 et amendements soit modifié de la façon suivante:

1. Le nom de la première partie contractante patronale est remplacé par le suivant: "La Section de Quincaillerie, Ferronnerie, Peinture et Matériaux de Construction de l'Association des Marchands détaillants du Canada, Inc., District de Québec".

2. "L'Association professionnelle des Employés de Bureau de la province de Québec, inc." est acceptée comme partie contractante de deuxième part.

3. Le paragraphe "f" de l'article II est remplacé par le suivant:

"f. Le terme "chef comptable" signifie et comprend tout employé qui traduit en comptabilité toutes opérations commerciales, qui, se basant sur celles-ci, établit pour une entreprise déterminée le prix de revient, la balance, les différents bilans, les statistiques ou prévisions de trésorerie et qui a généralement le contrôle et la surveillance de toute la comptabilité d'un établissement commercial."

4. Le paragraphe "g" de l'article II est remplacé par le suivant:

"g. Le terme "commis" signifie et comprend tout employé préposé à la vente, à la livraison, à la réception, à l'expédition, au déballage, à l'étiquetage, à l'entreposage des marchandises, ainsi qu'aux divers services d'ascenseurs, de téléphone, d'étalage, d'atelier ou de surveillance, etc."

5. Le paragraphe "l" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "k" de l'article II:

"l. Le terme "teneur de livres" signifie et comprend tout employé qui tient un ou plusieurs livres de compte, conformément aux principes et aux règles théoriques et pratiques de la science des comptes, qui établit les comptes authentiques et les comptes des représentants de commerce, qui s'occupe de la caisse. Ce terme signifie et comprend généralement tout employé faisant partie du personnel de bureau et préposé aux écritures qui n'est pas autrement désigné dans le présent décret."

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 1043

Quebec, April 30th, 1941.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning some modifications to the decree relating to the hardware and paint trades in the City of Québec.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), a request has been presented by the contracting parties to the collective labour agreement ratified by decree No. 1090, of March 7th, 1940, relating to the hardware and paint trades in the City of Québec, to the effect to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the issue of March 15th, 1941, of the *Quebec Official Gazette*;

Whereas no objection to its approbation has been presented;

It is ordered, consequently, upon the proposal of the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that the said decree No. 1090, of March 7th, 1940, and its amendments, be modified in the following manner:

1. The name of the first employer contracting party is replaced by the following one: "La Section de Quincaillerie, Ferronnerie, Peinture et Matériaux de Construction de l'Association des Marchands détaillants du Canada, Inc., District de Québec".

2. "L'Association professionnelle des Employés de Bureau de la Province de Québec, Inc." is accepted as contracting party of the second part.

3. Subsection "f" of section II is stricken off and replaced by the following:

"f. The term "chief accountant" means and includes any employee who makes entries of all commercial operations and, in dealing with accounts, determines for a given concern the cost price and the balance, prepares various balance-sheets and statistics and establishes the amount of treasury provisions and who generally directs and supervises all book-keeping work in a commercial establishment."

4. Subsection "g" of section II is replaced by the following:

"g. The term "clerk" means and includes any employee committed to the sales, delivery, receiving, shipping, unpacking, labelling and storing of goods and to the following services: elevator, telephone, display, shop, watch, etc."

5. The following subsection "l" is added to subsection "k" of section II:

"l. The term "book-keeper" means and includes any employee who deals with one or more account books according to theoretical and practical rules and principles of this particular trade, who makes the original accounts and those of salesmen and who acts as cashier; this term also includes, generally, any employee in the office staff or in the accounts department not otherwise designated in this decree."

6. Les mots "en autant que l'établissement commercial ou l'entreprise privée où il travaille, sera ouvert au commerce et à la vente" sont ajoutés à la fin du paragraphe "d" de l'article III.

7. Le paragraphe "e" de l'article III est remplacé par le suivant:

"e. Tout employé régulier devra être rémunéré pour les jours de fêtes chômées où les magasins seront fermés, tels que les fêtes religieuses d'obligation, le Vendredi-Saint jusqu'à 12.00 a.m. (midi), sans période de temps accordée pour le dîner, la fête de la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le lendemain du premier de l'An."

8. Le paragraphe "f" de l'article III est radié et remplacé par le suivant:

"f. Tout employé travaillant trente (30) heures ou plus et moins de quarante (40) heures par semaine sera considéré comme employé régulier, rémunéré comme tel et il aura droit à un surplus de salaire de dix pour cent (10%)."

9. Le paragraphe "g" de l'article III est remplacé par le suivant:

"g. Le livreur, l'aide-livreur et tout employé gagnant \$26.00 ou plus par semaine de travail n'auront droit à aucune rémunération pour leur travail supplémentaire ou additionnel, lorsque la durée hebdomadaire de travail n'excède pas cinquante-sept (57) heures; l'employeur ne devra, toutefois, se prévaloir de la présente disposition qu'occasionnellement et ne devra pas non plus exiger que l'employé fasse ses trois (3) heures de travail supplémentaire consécutivement."

10. Le paragraphe "i" de l'article III est remplacé par le suivant:

"i. Tout employé régulier aura droit à une semaine de vacances payée chaque année après deux années complètes de service dans le même établissement commercial ou entreprise privée ou pour le même employeur et après trois années complètes d'expérience de travail dans les commerces faisant l'objet du présent décret. En vue de l'application du présent article, il n'est pas nécessaire que les employés de bureau aient acquis leur expérience dans les commerces régis par le présent décret."

11. Le paragraphe "l" de l'article III est remplacé par le suivant:

"l. Les hommes de métier et d'ouvrage général (cf. paragraphes "n", "o" et "p" de l'article IV) n'auront droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire et additionnel, lorsque la durée hebdomadaire de travail n'excède pas cinquante-sept (57) heures. Toutefois, l'employeur ne devra se prévaloir de la présente disposition qu'occasionnellement et ne devra pas non plus exiger que l'employé fasse ses trois (3) heures de travail supplémentaire consécutivement."

12. Le paragraphe "m" de l'article III est remplacé par le suivant:

"m. Les dimanches, les fêtes religieuses et les jours énumérés au paragraphe "e" du présent article seront chômés. Tout travail exécuté par un employé durant une journée chômée sera rémunéré à raison du double du salaire régulier de tel employé, excepté toutefois le cas des gardiens de nuit."

13. Les paragraphes "a" à "r" inclusivement et "t" à "z" inclusivement de l'article IV, sont remplacés par les suivants:

"IV. Taux de salaires: Aux fins du présent décret, le salaire minimum pour cinquante-quatre (54) heures de travail, exception faite des employés assujettis à la limitation des heures de travail, sera le suivant:

6. The words "for work performed on business hours, i. e. that time during which sales are made and trade is carried on" are added to subsection "d" of section III.

7. Subsection "e" of section III is replaced by the following:

"e. Regular employees shall be entitled to their regular wages for holidays (when stores are closed) such as religious holidays, Good Friday until 12.00 a.m. (noon) without time off for lunch, St. Jean Baptist Day, Labour Day and the day after New Year's".

8. Subsection "f" of section III is stricken off and replaced by the following:

"f. Any employee working thirty (30) hours or more and less than forty (40) hours in any one week shall be considered as a regular employee, paid the regular employee's rate and entitled to an extra of ten per cent (10%) on his wages."

9. Subsection "g" of section III is replaced by the following:

"g. The delivery man and his helper and any employee receiving \$26.00 or more per work week shall not be paid for their overtime or additional work when the weekly duration of labour does not exceed fifty-seven (57) hours; however, the employer shall, but occasionally, take advantage of this clause and must not compel his employees to work three (3) overtime hours consecutively".

10. Subsection "i" of section III is replaced by the following:

"i. Any regular employee shall be entitled to one week's holiday, with pay, each year, after two complete years of service in the same commercial establishment or private concern or for the same employer and after three complete years of experience in the trades contemplated by this decree. For the purposes of enforcement of this provision, it is not required that office employees have acquired their experience in the trades covered by the present decree".

11. Subsection "l" of section III is replaced by the following:

"l. The tradesmen and general workers (cf. subsections "n", "o" and "p" of section IV) shall not be paid for overtime and additional work when the weekly duration of labour shall not exceed fifty-seven (57) hours; however, the employer shall, but occasionally, take advantage of this provision and must not compel his employees to work three (3) overtime hours consecutively".

12. Subsection "m" of section III is replaced by the following:

"m. No work shall be performed on Sundays, religious holidays and on days mentioned in subsection "e" of the present section; work performed by an employee on a holiday shall be paid double time with the exception of work performed by night watchmen".

13. Subsections "a" to "r" inclusive and "t" to "z" inclusive of Section IV, are replaced by the following:

"IV. Wage rates: For the purposes of the present decree, the minimum wages for fifty-four (54) hours of labour, except for employees subject to provisions limiting working hours, shall be the following:

Occupation	Salaire hebdomadaire	Occupation	Weekly wages
a. Chef comptable.....	\$25 00	a.—Chief accountant.....	\$25 00
b. Livreur.....	19 00	b.—Delivery man.....	19 00
c. Aide-livreur.....	12 60	c.—Delivery man's helper.....	12 60
d. Messager.....	6 00	d.—Messenger.....	6 00
e. Chasseur.....	4 80	e.—Errand boy.....	4 80
f. Teneur de livres:		f.—Book-keeper:	
Durant les deux premières années.....	10 00	For the first two years.....	10 00
Après deux ans.....	12 60	After two years.....	12 60
Après quatre ans.....	15 75	After four years.....	15 75
Après six ans.....	19 95	After six years.....	19 95
Après huit ans.....	23 10	After eight years.....	23 10
g. Commis à la vente et aux écritures des commandes:		g.—Clerk—selling and taking orders:	
Durant la première année.....	8 00	For the first year.....	8 00
Durant la deuxième année.....	10 50	For the second year.....	10 50
Après deux ans.....	12 60	After two years.....	12 60
Après quatre ans.....	15 75	After four years.....	15 75
Après six ans.....	18 90	After six years.....	18 90
Après huit ans.....	23 10	After eight years.....	23 10
h. Commis des départements de réception, d'expédition, de déballage, de l'étiquetage des marchandises et d'entreposage:		h.—Clerk in the following departments: receiving, shipping, unpacking, labelling of goods and storing:	
Durant les deux premières années.....	10 00	For the first two years.....	10 00
Après deux ans.....	12 60	After two years.....	12 60
Après quatre ans.....	15 75	After four years.....	15 75
Après six ans.....	16 80	After six years.....	16 80
Après huit ans.....	18 90	After eight years.....	18 90
i. Commis aux commandes:		i.—Clerk—orders:	
Durant les deux premières années.....	10 00	For the first two years.....	10 00
Après deux ans.....	12 60	After two years.....	12 60
Après quatre ans.....	15 75	After four years.....	15 75
Après six ans.....	17 85	After six years.....	17 85
Après huit ans.....	21 00	After eight years.....	21 00

j. La moitié de tous les employés mentionnés aux paragraphes "f", "g", "h" et "i" du présent article devront recevoir le salaire maximum de leur catégorie respective; les autres employés dans les mêmes catégories, après huit (8) années de service, devront recevoir le salaire correspondant à la sixième année de service jusqu'à ce qu'une vacance se produise dans cette moitié des employés qui reçoivent le salaire maximum de leur catégorie.

Toutefois, le salarié mentionné au paragraphe "a" du présent article participe à l'établissement du pourcentage des salariés mentionnés au paragraphe "f" du présent article.

j.—Half of all the employees mentioned in subsections "f", "g", "h" and "i" of the present section shall receive the minimum wage rate of their respective category; the other employees in the same categories, after eight (8) years of service, shall receive a wage rate equivalent to that of this sixth year of service until a vacancy occurs in this half of employees receiving the maximum wage rate of their category.

However, the wage earner referred to in subsection "a" of the present section shall be taken into consideration for the establishing of the Percentage of wage earners mentioned in subsection "f" of the present section.

	De l'heure		Per hour
k. Commis supplémentaire.....	\$ 0 40	k.—Extra clerk.....	\$ 0 40
l. Commis surnuméraire.....	0 25	l.—Supernumerary clerk.....	0 25
m. Toute employée du sexe féminin.....	0 18	m.—Female employees.....	0 18
n. Les ouvriers de métier qualifiés exécutant de l'ouvrage général recevront un salaire hebdomadaire de \$23.00; les ouvriers non qualifiés recevront \$17.00.		n.—Skilled tradesmen performing general work shall receive a weekly wage rate of \$23.00; unqualified workers shall receive \$17.00.	
o. Les apprentis de métier seront rémunérés comme suit:		o.—Trade apprentices shall receive the following wages:	
Première année.....	\$ 0 15 de l'heure	First year.....	0 15 per hour
Deuxième année.....	0 20 "	Second year.....	0 20 "
Troisième année.....	0 25 "	Third year.....	0 25 "
Quatrième année.....	0 30 "	Fourth year.....	0 30 "

p. Le salaire d'un employé d'ouvrage général exécutant divers travaux de réparation, d'assemblage et d'installation des marchandises, soit dans les magasins, les entrepôts ou au domicile des clients, et exécutant le travail ordinairement appelé "ouvrage général" ou du préposé au service, sera le suivant:

p.—The wages of general employees performing various works such as repairing, assembling and installing merchandise, whether in the stores, warehouses or at the home of customers as well as doing general work or that of the service man, shall be the following:

	Par semaine		Per week
Employé senior.....	\$19 00	Senior employee.....	\$19 00
Employé junior et garçon de magasin et d'ascenseur.....	8 00	Junior employee and store and elevator boy.....	8 00

q. Le salaire hebdomadaire des gardiens de nuit, exécutant ou non de l'ouvrage général, sera de \$18.00; lorsqu'il y aura deux gardiens de nuit dans le même établissement commercial, le salaire hebdomadaire du gardien senior sera de \$18.00 et celui du gardien junior sera de \$15.00.

r. L'employé exécutant simultanément plus d'une fonction ou charge faisant l'objet du présent décret recevra le salaire établi pour la fonction ou charge la mieux rémunérée.

t. *Travail supplémentaire*: La rémunération de tout travail supplémentaire, tel que déterminé au paragraphe "h" de l'article III, sera basée sur le taux horaire du salaire actuellement payé et établie de la façon suivante:

- i. Pour une semaine de cinquante-sept (57) heures: salaire régulier;
- ii. Après cinquante-sept (57) heures: salaire et demi;
- iii. Travail supplémentaire fait le dimanche: salaire double.

Ce travail supplémentaire sera rémunéré au quart d'heure, à compter de la fermeture de l'établissement et pour tout quart d'heure additionnel de travail commencé.

u. L'employeur devra fournir l'uniforme du livreur, de l'aide-livreur et du garçon d'ascenseur, etc., si tel uniforme est exigé.

v. Aux fins de compilation des pourcentages, on ne tiendra pas compte des employés qui sont membres de la famille de l'employeur ou de ses associés (membre de la famille, c'est-à-dire conjoint ou enfant, ascendants ou descendants).

14. L'article VII est abrogé et l'article VIII du décret actuellement en vigueur devient le nouvel article VII.

A. MORISSET,

2197-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

No 1041

Québec, le 30 avril 1941.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Concernant des modifications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38), l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes a reçu une requête des parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2780, du 23 décembre 1938, et amendements, à l'effet d'apporter certaines modifications audit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 15 mars 1941 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, que ledit décret numéro 2780, du 23 décembre 1938, et amendements, soit modifié de la façon suivante:

1. Les mots: "des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes" sont insérés dans le premier alinéa de l'article II, immédiatement

q.—The weekly wages for night watchmen, performing general work or not, shall be \$18.00; should three be two (2) night watchmen in the same commercial establishment, the weekly wages of the senior watchman shall be \$18.00 and that of the junior watchman shall be \$15.00.

r.—The employee simultaneously performing more than one occupation or operation subject to the present decree shall receive the wages established for the highest-paid occupation.

t.—*Overtime work*: Remuneration for any overtime work, as determined in subsection "h" of section III, shall be based upon the hourly rate of the wages actually paid, and established in the following manner:

- i.—For a fifty-seven (57) hour week: regular wages;
- ii.—In excess of fifty-seven (57) hours: time and one half;
- iii.—Overtime work on Sunday: double time.

This overtime work shall be paid by quarter-hours from the closing time of the establishment and for any additional quarter-hour started.

u.—The employer shall supply uniforms for the delivery man, the delivery-man's helper, the elevator boy, etc., if such uniforms are required.

v.—For the purposes of compiling percentages, employees, member of the family of the employer or of his partners, shall not be considered (the term "member of the family" means husbands or wives, children, ascendants or descendants).

14. Section VII is repealed and section VIII of the decree now in force becomes the new section VII.

A. MORISSET,

2198-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 1041

Quebec, April 30th, 1941.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Concerning some modifications to the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Québec.

Whereas pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, has received a request from the contracting parties to the collective labour agreement relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Québec, rendered obligatory by decree No. 2780, of December 23rd, 1938, and amendments, with a view to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the 15th of March 1941 issue of the *Quebec Official Gazette*;

Whereas no objection against its approval has been received;

It is ordered, consequently, upon the proposal of the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that the said decree number 2780 of the 23rd of December, 1938, and amendments, be modified in the following manner:

1. The words "Boiler Firemen, Stationary Enginemen" are inserted into the first paragraph of section II, after the words "as well as that of

après les mots: "de même que celui" apparaissant à la cinquième ligne dudit alinéa.

2. Les métiers et taux de salaires suivants sont ajoutés à la fin de la liste des salaires minima apparaissant à l'article II:

	1er 6 mois	Après 6 mois
	d'expérience	
"Chauffeurs de bouilloires . . .	\$ 0 35	0 35
"Mécaniciens de machines fixes . . .	0 40	0 40"

Nonobstant les dispositions précédentes, il est toutefois décrété que les taux de salaire fixés par l'ordonnance numéro 6 de la Commission du salaire minimum doivent être payés dans toute la juridiction territoriale de ladite ordonnance."

3. Les métiers et taux de salaires suivants sont ajoutés à la fin de la liste des salaires maxima, apparaissant à l'article II, aux fins de calcul de la moyenne:

	1er 6 mois	Après 6 mois
	d'expérience	
Chauffeurs de bouilloires . . .	\$ 0 50	\$ 0 50
Mécaniciens de machines fixes . . .	0 60	0 60"

4. Les mots: "aux chauffeurs de bouilloires et aux mécaniciens de machines fixes" sont ajoutés à la fin de l'article IV, relatif à la durée du travail.

A. MORISSET,

2201-o Greffier du Conseil Exécutif.

"contained in the fifth line of the said paragraph.

2. The following trades and wage rates are added to the minimum wage rates listed in section II:

	First 6 months	After 6 months
	experience	
"Boiler firemen (stokers). . .	0 35	0 35
"Stationary enginemen . . .	0 40	0 40"

Notwithstanding the preceding provisions, it is however decreed that the rates of wages fixed by Ordinance number 6 of the Minimum Wage Commission must be paid in the whole territorial jurisdiction of the said Ordinance."

3. The following trades and wage rates are added to the maximum wage rates listed in section II, to compute the average:

	First 6 months	After 6 months
	experience	
"Boiler firemen (stokers). . .	0 50	0 50
Stationary enginemen . . .	0 60	0 60"

4. The words "boiler firemen and stationary enginemen" are added at the end of section IV, relating to the hours of labour.

A. MORISSET,

2202-o Clerk of the Executive Council.

## Ministère du Travail

## Department of Labour

### AVIS DE PRÉLEVEMENT

### NOTICE OF LEVY

Le Comité conjoint du Commerce des Taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1038 du 30 avril 1941, le tout d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi 4, George VI, chapitre 38, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1941 au 1er mai 1942; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a. Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements devront verser au comité paritaire, une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils verseront à leurs employés régis par ledit décret.

b. Les salariés régis par ledit décret devront verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les transmettre audit comité mensuellement.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois cou-

The Joint Committee of the Commerce of Tavern Keepers of Quebec, formed under decree No. 695, of May 7th, 1938, and amendments, has been authorized by regulation approved by Order-in-Council No. 1038 of April 30th, 1941 the whole in accordance with subsection "i" of section 20 of the Act 4, Geo. VI, chapter 38, to levy assessments upon the professional employers, and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

#### 1. Assessments:

The period of levy shall extend from May 1st, 1941, to May 1st, 1942; it shall be laid in the following manner:

a. The professional employers governed by No. 695, of May 7th, 1938, and amendments, shall pay the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  or 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees subject to the said decree.

b. The employees governed by the said decree shall pay the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their regular wages and of their percentage.

#### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums remitted to the Parity Committee.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his employers, the dues of the Parity Committee, and remit same every month to the said committee.

The monthly report of the professional employer, together with the assessments for the

rant, devra être transmis au comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1941 et 31 mars 1942.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint du Commerce des Taverniers de Québec, pour les douze mois commençant le 1er mai 1941.

Estimé des recettes et des déboursés du comité conjoint du commerce des taverniers de Québec prévus pour les douze mois commençant le 1er mai 1941.

#### Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$ 800.00
Cotisation des salariés.....	800.00
	<hr/>
	\$ 1,600.00

#### Déboursés:

Salaire du Secrétaire.....	\$ 420.00
Inspecteur et employée, salaires.....	777.00
Loyer de Bureau et téléphone.....	300.00
Frais légaux.....	23.00
Vérification de livres.....	50.00
Dépenses de voyage, ameublement, divers.....	30.00
	<hr/>
	\$ 1,600.00

Le Sous-Ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, des Mines et des  
Pêcheries maritimes,  
Québec, ce 3 mai, 1941. 2187-o

### AVIS DE PRÉLEVEMENT

Le Comité paritaire de la Construction de Hull, établi en exécution du décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1036 du 30 avril 1941, le tout, d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi 4, George VI, chapitre 38, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

#### 1. Cotisation:

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1941 au 1er mai 1942; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a. Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, verseront au Comité Paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés des métiers visés par ledit décret.

b. Les artisans assujettis au décret devront verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.

c. Les salariés régis par le décret devront verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire fixe et pourcentage, qu'ils soient ou non au service d'un employeur professionnel.

current month shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th, day of the following month.

### 3. Financial report:

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1941, and March 31st, 1942.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Commerce of Tavern Keepers of Québec, for twelve months as from May, 1st, 1941.

Estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Tavern Keepers of Québec for twelve months as from May 1st, 1941.

#### Receipts:

Professional employer's assessments.....	\$ 800.00
Wage earners' assessments.....	800.00
	<hr/>
	\$ 1,600.00

#### Disbursements:

Salary of the secretary.....	\$ 420.00
Salaries—inspectors and employees.....	777.00
Office rent and telephone.....	300.00
Legal fees.....	23.00
Audition of books.....	50.00
Travelling expenses, furniture, miscellaneous.....	30.00
	<hr/>
	\$ 1,600.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and  
Maritime Fisheries,  
Quebec, May 3rd, 1941. 2188-o

### NOTICE OF LEVY

The Parity Committee of the Construction Industry of Hull, formed under decree No. 968, of June 3rd, 1938, and its amendments, has been authorized by by-laws approved, by Order-in-Council No. 1036 of April 30th, 1941, the whole in accordance with subsection "i" of section 20 of the Act 4, Geo. VI, chapter 38, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

#### 1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1941 to May 1st, 1942, and it shall be laid in the following manner:

a. The professional employers governed by decree No. 968, of June 3rd, 1938, and amendments shall pay the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees of the trades governed by the said decree.

b. The artisans governed by the decree, shall pay the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay.

c. The employees governed by the decree shall pay the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their regular wages and of their percentage, whether employed by a professional employer or not.

**2. Mode de perception:**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels et des artisans, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel, de même que l'artisan, devra voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employé et de l'employeur professionnel, de même que des artisans, devra être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité aura le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'ils le jugera à propos. Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la fin de la période pour laquelle il est exigible.

**3. Rapport financier:**

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1941 et 31 mars 1942.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de la Construction de Hull, pour la période comprise entre le 1er mai 1941 et le 1er mai 1942.

LE COMITÉ PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION DE HULL  
193, rue Principale, Hull, Qué.

Estimé des Recettes et des Déboursés pour la période comprise entre le 1er mai 1941 et le 1er mai 1942.

*Recettes:*

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$ 1,400 00
Cotisation des salariés.....	1,400 00
Cotisation des artisans.....	200 00
Intérêts et dommages liquidés sur réclamations.....	500 00
Honoraires d'examens, divers.....	90 00
	<hr/>
	\$ 3,590 00

*Déboursés:*

Salaires: Inspecteur et secrétaire.....	\$ 2,008 00
Frais de déplacement des membres du bureau.....	400 00
Dépenses de voyages: inspection.....	150 00
Loyer, téléphone.....	400 00
Audition.....	40 00
Papeterie, articles de bureau.....	150 00
Frais légaux.....	300 00
Divers.....	142 00
	<hr/>
	\$ 3,590 00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes,  
Québec, ce 3 mai, 1941. 2205-o

**2. Mode of collection**

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers and the artisans with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums remitted to the Parity Committee. The paragraph professional employer and the artisan shall see that the reports be filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his wage earners, the dues of the Parity Committee.

The report of each employee, of the professional employer and of the artisans shall be signed before it be sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable. The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the expiration of the period for which it is made.

**3. Financial report**

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1941 and March 31st, 1942.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Construction Industry of Hull for the period between May 1st, 1941, and May 1st, 1942.

PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF HULL  
193, Main street, Hull, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between May 1st, 1941, and May 1st, 1942.

*Receipts:*

Professional employers' assessments.....	\$ 1,400 00
Wage earners' assessments.....	1,400 00
Artisans' assessments.....	200 00
Liquidation damages and interests resulting from claims.....	500 00
Examination fees, miscellaneous.....	90 00
	<hr/>
	\$ 3,590 00

*Disbursements:*

Salaries: Inspector and secretary.....	\$ 2,008 00
Travelling expenses of office employees.....	400 00
Travelling expenses: Inspections.....	150 00
Rent, telephone.....	400 00
Audition of books.....	40 00
Stationery, office equipment.....	150 00
Legal fees.....	300 00
Miscellaneous.....	142 00
	<hr/>
	\$ 3,590 00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and Maritime Fisheries,  
Quebec, May 3rd, 1941. 2206-o

## AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, autorisé par l'arrêté ministériel numéro 2630 du 25 novembre 1939, prolongé par l'arrêté ministériel numéro 404 du 22 février 1941, a été de nouveau prolongé jusqu'au 7 juin 1941, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1033 du 30 avril 1941.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Département du Travail, des Mines  
et des Pêcheries maritimes,  
Québec, ce 3 mai 1941. 2189-o

## AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes qu'un droit de prélèvement de trente (30) jours, soit du 1er mai 1941 au 31 mai 1941, a été accordé au comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district qui, en vertu de l'article XIX du décret numéro 987 du 24 avril 1941, est chargé de la mise à exécution du nouveau décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, et ce, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1034 du 30 avril 1941.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Département du Travail, des Mines  
et des Pêcheries maritimes,  
Québec, ce 3 mai 1941. 2191-o

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité paritaire de la Construction de Hull, chargé par l'arrêté ministériel numéro 1276 du 30 juin 1939, de la mise en vigueur du décret numéro 939 du 26 mars 1936 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1037 du 30 avril 1941, le tout, d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la loi 4, George VI, chapitre 38, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1941 au 1er mai 1942; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 939 du 26 mars 1936 et amendements, verseront au comité paritaire, une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés du métier visé par ledit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret devront verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret devront verser au comité paritaire, une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire fixe et pourcentage, qu'ils soient ou non au service d'un employeur professionnel.

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition

## NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice that the right to levy of the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District, authorized by Order-in-Council number 2630 of the 25th of November 1939, extended by Order-in-Council number 404 of the 22nd of February 1941, has been again extended until June 7th, 1941, at the same rates and conditions, by Order-in-Council number 1033 of the 30th of April, 1941.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour,  
Department of Labour, Mines and  
Maritime Fisheries,  
Quebec, May 3rd, 1941. 2190-o

## NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice that the right of levy for a period of thirty (30) days, i.e. from May 1st, 1941 to May 31st 1941, has been granted to the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District who, under section XIX of decree number 987 of the 24th of April, 1941, is charged with the enforcement of the new decree relating to the printing trades in the Montreal district, and this, at the same rate and conditions, by Order-in-Council number 1034 of the 30th of April, 1941.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour,  
Department of Labour, Mines and  
Maritime Fisheries,  
Quebec, May 3rd, 1941. 2192-o

## NOTICE OF LEVY

The Parity Committee of the Construction Industry of Hull, charged by Order-in-Council No. 1276, of June 30th, 1939, with the carrying out of Decree No. 939, of March 26th, 1936, and amendments, has been authorized by regulation approved by Order-in-Council No 1037 of April 30th, 1941, the whole in accordance with subsection "i" of section 20 of the Act 4, Geo. VI, chapter 38, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

## 1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1941 to May 1st, 1942; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decree No. 939, of March 26th, 1936, and amendments, shall pay the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees of the trade subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree, shall pay the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay.

c) The employees governed by the decree shall pay the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their regular wages and of their percentage, whether employed by a professional employer or not.

## 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply

des employeurs professionnels et des artisans des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel, de même que l'artisan, devra voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employé et de l'employeur professionnel, de même que des artisans, devra être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité aura le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la fin de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1941 et 31 mars 1942.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de la Construction de Hull, chargé de l'application du décret numéro 939, du 26 mars 1936 et amendements, pour la période comprise entre le 1er mai 1941 et le 1er mai 1942.

LE COMITÉ PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION DE HULL

Chargé de la mise en vigueur du décret numéro 939 du 26 mars 1936

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er mai 1941 et le 1er mai 1942.

<i>Recettes:</i>	
Cotisation des employeurs .....	\$125 00
Cotisation des employés .....	125 00
Cotisation des artisans .....	50 00
	\$300 00
<i>Déboursés:</i>	
Dépenses de voyage .....	\$200 00
Frais légaux .....	75 00
Papeterie, divers .....	25 00
	\$300 00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes,  
Québec, ce 3 mai 1941. 2207-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 555 du 29 mars 1939 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1035 du 30 avril 1941, le tout, d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi 4, George VI, chapitre 38, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

the professional employers and the artisans with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums remitted to the Parity Committee.

The professional employer and the artisan shall see that these reports be filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his wage earners, the dues of the Parity Committee.

The report of each employee, of the professional employer and of the artisans shall be signed before it be sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report together with the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the expiration of the period for which it is made.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1941 and March 31st, 1942.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Construction Industry of Hull, charged with the carrying out of decree No. 939, of March 26th, 1936, and amendments, for the period between May 1st, 1941, and May 1st, 1942.

THE PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF HULL

Charged with the carrying out of decree No. 939, of March 26th, 1936.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between May 1st, 1941, and May 1st, 1942.

<i>Receipts:</i>	
Employers' assessments .....	\$125 00
Employees' assessments .....	125 00
Artisans' assessments .....	50 00
	\$300 00
<i>Disbursements:</i>	
Travelling expenses .....	\$200 00
Legal fees .....	75 00
Stationery, miscellaneous .....	25 00
	\$300 00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and Maritime Fisheries,  
Québec, May 3rd, 1941. 2208-o

NOTICE OF LEVY

The Parity Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, formed under decree number 555 of the 29th of March 1939, and amendments, has been authorized by regulation approved by Order-in-Council number 1035 of the 30th of April, 1941, the whole, in accordance with subsection "i" of section 20 of the Act 4, George VI, chapter 38, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1941 au 1er avril 1942; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret verseront au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les salariés régis par le décret devront verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à disposition des employeurs professionnels des formules de rapport, lesquelles devront être remplies selon les règlements du comité. L'employeur professionnel devra voir à ce que ces rapports soient transmis au comité paritaire à tous les mois.

Le rapport, accompagné des cotisations devra être adressé au Comité paritaire durant les quinze jours suivant la fin de la période pour laquelle il est exigible.

## 3. Rapport financier.

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1941 et 31 mars 1942.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, à compter du 1er mai 1941, jusqu'au 1er avril 1942.

## ESTIMÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

du 1er mai 1941 au 1er avril 1942.

## Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$ 3,900 00
Cotisation des salariés.....	3,900 00
	<u>\$ 7,800 00</u>

## Dépenses:

Salaires: secrétaire.....	\$ 2,464 00
" assistant-secrétaire.....	1,170 00
" inspecteur.....	935 00
" sténographe.....	470 00
Loyer.....	270 00
Taxe d'affaire.....	27 00
Service téléphonique et éclairage.....	64 00
Frais de déplacement, inspecteurs.....	300 00
Frais judiciaires et professionnels.....	525 00
Impressions et papeterie.....	220 00
Frais de déplacement, sociétaires.....	290 00
Timbres poste, téléphone L.D. et télégraphe.....	55 00
	<u>\$ 6,790 00</u>
Surplus réserve.....	\$ 1,010 00
	<u>\$ 7,800 00</u>

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Département du Travail, des Mines  
et des Pêcheries maritimes,  
Québec, ce 3 mai 1941. 2209-o

## 1. Levy

The period of levy shall extend from the 1st of May, 1941 to the 1st of April, 1942 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the fixed wages and of the percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their fixed wages and percentage.

## 2. Mode of Collection.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms, which shall be filled according to the by-laws of the Parity Committee. The professional employer shall have these reports returned to the Parity Committee every month.

The report together with the assessments shall be forwarded to the Parity Committee during the fifteen days following the end of the period for which the said report is made.

## 3. Financial Report.

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1941, and March 31st, 1942.

An estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, as from May 1st, 1941 to April 1st, 1942, is hereto annexed.

## ESTIMATE OF THE RECEIPTS AND EXPENDITURES OF THE PARITY COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

from May 1st, 1941 to April 1st, 1942.

## Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$ 3,900 00
Employees' assessments.....	3,900 00
	<u>\$ 7,800 00</u>

## Expenses:

Salaries: secretary.....	\$ 2,464 00
" acting secretary.....	1,170 00
" inspector.....	935 00
" stenographer.....	470 00
Rent.....	270 00
Business tax.....	27 00
Telephone and light.....	64 00
Travelling expenses, inspectors.....	300 00
Judicial and professional fees.....	525 00
Stationery and printing.....	220 00
Travelling expenses, members.....	290 00
Postage, telephone L.D. and telegraph.....	55 00
	<u>\$ 6,790 00</u>
Surplus reserve.....	\$ 1,010 00
	<u>\$ 7,800 00</u>

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Mines  
and Maritime Fisheries,  
Quebec, May 3rd, 1941. 2210-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4, George VI, chapitre 38), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes qu'il a reçu une requête des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1762 du 2 septembre 1938 et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans les villes de St-Hyacinthe, Drummondville, Granby, Sorel, le comté de Rouville et le village de Contrecoeur, à l'effet d'obtenir l'approbation des modifications suivantes audit décret :

1. L'alinéa suivant sera ajouté à la fin de l'article II, relatif à la juridiction territoriale :

"Sont également compris dans ladite juridiction, le comté de St-Hyacinthe, les villages de St-Antoine-sur-Richelieu, St-Cyrille de Wendover et de St-Germain de Grantham ainsi qu'un périmètre de cinq (5) milles de rayon autour de leurs limites".

2. Le paragraphe "c" de l'article III sera remplacé par le suivant :

"c. Pour les barbiers-coiffeurs pour hommes, à Granby et dans un périmètre de deux (2) milles de rayon de ses limites, les heures de travail seront réparties comme suit :

Le lundi, de 8.00 a.m. à 1.00 p.m. ;  
 Les mardi, mercredi, jeudi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m. ;

Le vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m. ;  
 Le samedi et la veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 11.00 p.m. ;"

3. Le paragraphe "cc" suivant sera ajouté à la suite du paragraphe "c" de l'article III :

"cc. Pour les barbiers-coiffeurs pour hommes, à Sorel et dans un périmètre de cinq (5) milles de rayon de ses limites, les heures de travail seront réparties comme suit :

Le lundi, de 8.00 a.m. à 1.00 p.m. ;  
 Le mardi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m. ;  
 Le mercredi, de 9.00 a.m. à 8.00 p.m. ;  
 Le jeudi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m. ;  
 Le vendredi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m. ;  
 Le samedi et la veille de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 11.00 p.m. ;"

4. Le paragraphe "ee" suivant sera ajouté à la suite du paragraphe "c" de l'article III :

"ee. 1. Pour les barbiers-coiffeurs pour hommes, dans le comté de Saint-Hyacinthe ainsi que dans le village de St-Antoine-sur-Richelieu et un périmètre de cinq (5) milles de rayon de leurs limites, les heures de travail seront réparties comme suit :

Le lundi, de 7.00 a.m. à 1.00 p.m. ;  
 Les mardi et mercredi, de 7.00 a.m. à 10.00 p.m. ;  
 Le jeudi, de 7.00 a.m. à 8.00 p.m. ;  
 Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées, de 7.00 a.m. à 11.00 p.m. ;"

2. Pour les barbiers-coiffeurs pour hommes, dans les villages de St-Cyrille de Wendover et St-Germain de Grantham ainsi qu'un périmètre de cinq (5) milles de rayon de leurs limites, les heures de travail seront réparties comme suit :

Le lundi, de 7.00 a.m. à 1.00 p.m. ;  
 Les mardi, mercredi et jeudi, de 7.00 a.m. à 9.00 p.m. ;  
 Le vendredi, de 7.00 a.m. à 10.00 p.m. ;  
 Le samedi et la veille des fêtes chômées, de 7.00 a.m. à 11.00 p.m. ;

Le samedi et la veille des fêtes chômées, il sera permis de s'occuper des clients entrés avant l'heure de fermeture".

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4, George VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that a request has been presented to him by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 1762 of the 2nd of September 1938 and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the towns of St. Hyacinthe, Drummondville, Granby, Sorel, the county of Rouville and the village of Contrecoeur, to obtain the ratification of the following modifications to the said decree :

1. The following paragraph shall be added to Section II, relating to the territorial jurisdiction :

"The county of St. Hyacinthe, the villages of St. Antoine-sur-Richelieu, St. Cyrille de Wendover and St. Germain de Grantham and a perimeter of five (5) miles of radius around their limits shall also constitute a part of the said jurisdiction".

2. Subsection "c" of Section III shall be replaced by the following :

"c. For barbers and hairdressers for men, at Granby and within a perimeter of two (2) miles of radius from its limits, the working hours shall be distributed as follows :

On Monday, from 8.00 a. m. to 1.00 p.m. ;  
 On Tuesday, Wednesday and Thursday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m. ;  
 On Friday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m. ;  
 On Saturday and holiday eves, from 8.00 a.m. to 11.00 p.m. ;"

3. The following Subsection "cc" shall be added to subsection "c" of section III :

"cc. Working hours of barbers-hairdressers for men, in Sorel and within a perimeter of five (5) miles of radius from its limits, shall be distributed in the following manner :

On Monday, from 8.00 a.m. to 1.00 p.m. ;  
 On Tuesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m. ;  
 On Wednesday, from 9.00 a.m. to 8.00 p.m. ;  
 On Thursday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m. ;  
 On Friday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. ;  
 On Saturday and holiday eves, from 8.00 a.m. to 11.00 p.m. ;"

4. The following subsection "ee" shall be added to subsection "c" of section III :

"ee. 1. Working hours of barbers-hairdressers for men, in St. Hyacinthe county, in the village of St. Antoine-sur-Richelieu and a perimeter of five (5) miles of radius from their limits, shall be distributed in the following manner :

On Monday, from 7.00 a.m. to 1.00 p.m. ;  
 On Tuesday and Wednesday, from 7.00 a.m. to 10.00 p.m. ;  
 On Thursday, from 7.00 a.m. to 8.00 p.m. ;  
 On Friday, Saturday and holiday eves, from 7.00 a.m. to 11.00 p.m. ;"

2. Working hours of barbers-hairdressers for men, in the villages of St. Cyrille de Wendover and St. Germain de Grantham and within a perimeter of five (5) miles of radius from their limits, shall be distributed in the following manner :

On Monday, from 7.00 a.m. to 1.00 p.m. ;  
 On Tuesday, Wednesday and Thursday, from 7.00 a.m. to 9.00 p.m. ;  
 On Friday, from 7.00 a.m. to 10.00 p.m. ;  
 On Saturday and holiday eves, from 7.00 a.m. to 11.00 p.m. ;

On Saturday and holiday eves, work may be performed on customers having entered into the parlor before closing time".

5. Le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"Toutefois, à Drummondville et dans un périmètre de deux (2) milles de rayon, l'heure de fermeture est fixée à 12.00 (midi) le lundi, et à 10.00 p.m., le vendredi".

6. L'article V sera modifié de la façon suivante:

i.—A Drummondville, le samedi et la veille des fêtes chômées, le taux à charger pour la coupe de cheveux sera de \$0.40 et de \$0.20 pour la barbe.

ii.—Le tableau suivant sera ajouté à la suite des taux à charger:

Barbe.—Shave.....	0 15	0 10 (1) 0 15 (2)
Cheveux pour hommes ou femmes, tous les jours.— Haircut - men or women, every day of the week....	0 25	0 25
Cheveux pour enfants en-dessous de douze ans.— Haircut - children under twelve.....	0 15	0 15
Samedi et veille de fêtes.—Saturday and holiday eves.....	0 25	0 25
Rasage du cou.—Neck shave:		
Hommes.—Men.....	0 15	0 05
Femmes.—Women.....	0 15	0 10
Flambage des cheveux, hommes et femmes.—Singe- ing of hair, men and women.....	0 15	0 15
Shampooing.—Shampoo.....	0 25	0 25
Massage.—Massage.....	0 25	0 25
Lotion.—Lotion.....	0 15	0 15
Massage-lotion.—Massage-lotion.....	0 15	0 15
Tonique.—Tonic.....	0 15	0 15
Aiguillage de rasoir.—Razor sharpening.....	0 25	0 25

Durant les trente jours suivant la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,

Département du Travail, des Mines  
et des Pêcheries maritimes,  
Québec, ce 3 mai 1941.

2211-o

#### AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la convention collective (4, George VI, chapitre 38), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes donne avis par les présentes que les associations patronales et ouvrières ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre elles, soit,

#### D'UNE PART:

"The Master Plumbers Association of Montreal & Vicinity"; "The Canadian Automatic Sprinkler Association"; L'Association des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec, section de l'Association des Marchands détaillants; L'Association des entrepreneurs en tôlerie et toiture de la province de Québec, section de l'Association des Marchands détaillants; "The Insulation Contractors Association";

5. The last paragraph of subsection "b" of section III shall be replaced by the following:

"However, in Drummondville and within a perimeter of two (2) miles of radius, the closing time is set at 12.00 (noon) on Monday, and at 10.00 p.m., on Friday".

6. Section V shall be modified in the following manner:

i.—In Drummondville, on Saturday and holiday eves, prices to be charged for a haircut shall be \$0.40 and, for a shave, \$0.20.

ii.—The following table shall be added after the actual list of prices:

Comté de St-Hyacinthe Village St-Antoine-sur- Richelieu.	St-Cyrille de Wendo- ver (1) St-Germain de Grantham (2)
St. Hyacinthe County St. Antoine-sur- Richelieu Village.	St. Cyrille de Wendo- ver (1) St. Germain de Grantham (2)
0 15	0 10 (1) 0 15 (2)
0 25	0 25
0 15	0 15
0 25	0 25
0 15	0 05
0 15	0 10
0 15	0 15
0 25	0 25
0 25	0 25
0 15	0 15
0 15	0 15
0 15	0 15
0 25	0 25

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries shall receive the objections to the said request which the interested parties may desire to present.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour, Mines  
and Maritime Fisheries,  
Quebec, May 3rd, 1941.

2212-o

#### NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), notice is hereby given by Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that the hereinafter mentioned associations of employers and employees have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between, viz:

#### ON THE ONE PART:

The Master Plumbers Associations of Montreal and Vicinity; The Canadian Automatic Sprinkler Association; "L'Association des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec, section de l'Association des Marchands détaillants"; "L'Association des entrepreneurs en tôlerie et toiture de la province de Québec, section de l'Association des Marchands détaillants"; The Insulation Contractors Association;

**Et, D'AUTRE PART:**

"The United Association of Plumbers and Steam Fitters of Montreal & Vicinity, Local 144"; La Section des Compagnons Plombiers et Mécaniciens en tuyauterie du Conseil des Syndicats des métiers de la Construction de Montréal, Inc.; "The United Association of Sprinkler Fitters of the Province of Quebec, local 319"; "The Sheet Metal Workers International Association of Montreal and Vicinity, Local 116"; "The Heat & Frost Insulators and Asbestos Workers of Canada";

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

**I.—Jurisdiction professionnelle:**

a. Cette convention s'applique à tout travail assujéti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chapitre 176a, S.R.Q. 1925 et amendements) et au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal et/ou à toute installation de tuyauterie, pour quelque usage que ce soit, nécessitant l'habileté et la compétence d'un mécanicien en tuyauterie, exécutée à l'intérieur ou à l'extérieur de toute bâtisse, y compris les travaux de construction, de réparation, de reconstruction, d'embellissement et d'entretien.

b. Elle s'applique à tout employeur et employé exécutant toutes sortes de travaux avec du liège ou de l'amiante pour fins de congélation, de chauffage ou d'isolement, en relation avec le métier de mécanicien en tuyauterie.

c. Elle s'applique également à toute construction de génie civil et aux opérations en bâtiment se rapportant à celles des hommes de métier exécutant du travail de ferblantier avec feuilles de métal No 10, et même plus légères, à l'extérieur de la boutique, dans toute bâtisse, y compris les travaux de réparation, de rénovation, d'embellissement ou d'entretien dans les métiers suivants: ferblantiers, couvreurs-ardoise, tuile et composition.

Elle s'applique également aux travaux de métal en feuilles exécutés à l'intérieur des boutiques, pour la fabrication, la réparation ou la rénovation d'appareils de ventilation et de travaux de toiture, pourvu que les travaux susdits soient exécutés par des ferblantiers travaillant périodiquement à l'intérieur et à l'extérieur des boutiques, et porteurs d'un certificat de qualification.

d. Elle régit les ouvriers permanents, qualifiés en vertu du chapitre 176, S.R.Q. 1925 et amendements, et du règlement 1341 de la cité de Montréal, et généralement appelés "préposés à l'entretien".

**II.—Jurisdiction territoriale:**

a. La juridiction territoriale de la présente convention comprend l'île de Montréal, l'île Bizard, St-Lambert, Longueuil, l'île Jésus, l'île Perrot, Montréal-sud, St-Hubert, Boucherville, ainsi que les comtés de Terrebonne, Laprairie, Châteauguay, Huntingdon et Beauharnois.

b. En ce qui regarde les métiers d'isolation, de couvreurs d'amiante et de gicleurs, la juridiction territoriale comprend toute la province de Québec, à l'exception des localités dans lesquelles une convention collective est déjà en vigueur.

**III.—Taux de salaires:**

Les taux minima de salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-après:

**And, ON THE OTHER PART:**

The United Association of Plumbers and Steam Fitters of Montreal and Vicinity, Local 144; "La Section des Compagnons Plombiers et Mécaniciens en tuyauterie du Conseil des Syndicats des métiers de la construction de Montréal, Inc."; The United Association of Sprinkler Fitters of the Province of Quebec, Local 319; The Sheet Metal Workers International Association of Montreal and Vicinity, Local 116; The Heat and Frost Insulators and Asbestos Workers of Canada;

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the hereinafter given conditions:

**I.—Professional jurisdiction:**

a. The present decree shall apply to and be effective in all work executed, governed by the Pipe Mechanics' Act (chapter 176a, Q.R.S., 1925 and amendments) and also by by-law No. 1341 of the City of Montreal and/or any piping installation for what use soever requiring the ability and skill of a pipe mechanic, executed in or outside any building, including building operations, repairs, renovations, reimproving or maintenance work.

b. It shall apply to all employers and employees engaged in all forms of frost, heat, insulation, cork and asbestos work with regard to the pipe mechanic's trade.

c. It shall include all constructional engineering and building operations comprised in those of skilled tradesmen employed in all sheet metal work done with sheet metal of 10 gauge and lighter, outside the shops, in any building or buildings, such as repair, renovation, improving or maintenance work and including the following trades: sheet metal workers, roofers slate, tile and composition.

It shall apply also to sheet metal works performed inside of shops for the purpose of manufacturing, repairing or remodeling ventilation equipment and roofing work, provided these above mentioned works be carried on by tinsmith employes, periodically, inside and outside of shops and holders of a certificate of qualification.

d. It shall also apply to permanent employees, qualified in virtue of Chapter 176, R.S.Q., 1925, and amendments, and of By-law 1341 of the City of Montreal, and generally referred to as "maintenance men".

**II.—Territorial jurisdiction:**

a. The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the Island of Montreal, Isle Bizard, St. Lambert, Longueuil, Isle Jesus, Isle Perrot, Montreal South, St. Hubert, Boucherville, as well as the counties of Terrebonne, Laprairie, Chateauguay, Huntingdon and Beauharnois.

b. With respect to the insulating trades, asbestos coverers and sprinklers, the territorial jurisdiction shall comprise the whole province of Quebec, excepting the localities where a collective agreement is already in force.

**III.—Rates of wages:**

The minimum rates of wages shall be the following for each of the trades hereinafter mentioned:

Métiers	Taux horaires	Trades	Hourly rates
<i>Mécaniciens en tuyauterie:</i>		<i>Pipe-mechanics:</i>	
Compagnons en plomberie et chauffage . . .	\$0.90	Journeymen in plumbing and heating . . .	\$0.90
Ajusteurs de gicleurs . . . . .	0.93½	Sprinkler Fitters . . . . .	0.93½
Soudeurs en tuyauterie . . . . .	0.90	Pipe welders . . . . .	0.90
Mécaniciens de brûleurs à l'huile et souffleurs . . . . .	0.90	Oil burning system mechanics and blower fitters . . . . .	0.90
Compagnons juniors 1ère année . . . . .	0.60	Junior journeymen 1st year . . . . .	0.60
Apprentis 1ère année . . . . .	0.25	Apprentice 1st year . . . . .	0.25
Apprentis 2e, 3e et 4e année . . . . .	0.30	Apprentice 2nd, 3rd and 4th year . . . . .	0.30
Journaliers . . . . .	0.44	Labourers . . . . .	0.44
Préposés à l'entretien . . . . .	\$1560 par année	Maintenance men . . . . .	\$1560.00 per year
<i>Divisions d'isolation et construction en amiante:</i>		<i>Insulation and asbestos:</i>	
Ouvriers en isolation de tuyauterie . . . . .	0.85	Insulation mechanics . . . . .	0.85
Apprentis 1ère année . . . . .	0.35	Apprentice 1st year . . . . .	0.35
Apprentis 2e année . . . . .	0.50	Apprentice 2nd year . . . . .	0.50
Apprentis 3e année . . . . .	0.65	Apprentice 3rd year . . . . .	0.65
<i>Ferblantiers et couvreurs:</i>		<i>Sheet metal workers and roofers:</i>	
Compagnons ouvriers tôliers, couvreurs ardoise, tuile et asphalte . . . . .	0.82	Journeymen, sheet metal workers, slate, tile and asphalt roofers . . . . .	0.82
Couvreurs en gravois . . . . .	0.60	Gravel roofers . . . . .	0.60
Hommes de chaudière . . . . .	0.60	Lavers . . . . .	0.60
Apprentis 1ère année . . . . .	0.30	Apprentice 1st year . . . . .	0.30
Apprentis 2e année . . . . .	0.35	Apprentice 2nd year . . . . .	0.35
Apprentis 3e année . . . . .	0.45	Apprentice 3rd year . . . . .	0.45
Apprentis 4e année . . . . .	0.55	Apprentice 4th year . . . . .	0.55

## IV.—Durée du travail:

a. La durée maximum du travail pour les ouvriers qualifiés et les journaliers sera de huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et quatre (4) heures le samedi, réparties entre 8.00 a.m. et 12.00 a.m. (midi), le tout constituera une durée maximum de quarante-quatre (44) heures par semaine.

b. Les ajusteurs de gicleurs demeurant dans la cité de Montréal recevront une rémunération supplémentaire de vingt cinq (0.25) cents l'heure sur le taux régulier de quatre-vingt-treize cents et demie l'heure (0.93½) pour tout travail exécuté en dehors d'un rayon de dix (10) milles de l'île de Montréal.

c. Les travailleurs engagés dans la juridiction territoriale couverte par la convention pour exécuter du travail en dehors de la juridiction déterminée à la section II recevront les taux spécifiés dans l'article III.

d. Les plombiers et les poseurs d'appareils de chauffage, engagés dans la cité de Montréal pour exécuter des travaux en dehors de la juridiction territoriale couverte par la convention, recevront une rémunération supplémentaire de quinze cents (0.15) l'heure sur le taux régulier de quatre-vingt-dix cents (0.90) l'heure.

e. Pour les fins du présent contrat, les limites de la cité de Montréal seront les suivantes: au nord, la rivière des Prairies, au sud, le fleuve St-Laurent, douze milles à l'est de la Place d'Armes et douze milles à l'ouest de la Place d'Armes.

f. Pour tous travaux exécutés en dehors des limites de la cité de Montréal, dans le territoire couvert par la juridiction territoriale de la convention, les hommes devront être aux limites mentionnées au paragraphe "e" du présent article aux heures régulières du commencement et de la fin d'une journée de travail.

g. Les frais de transport, dans la juridiction territoriale couverte par la convention, excédant le prix d'un passage régulier de la compagnie des Tramways de Montréal, seront payés par l'employeur.

h. Aux travaux d'amiante et d'isolation, les frais de transport aller et retour du lieu du travail, les repas, le coucher et huit (8) heures de

a. The maximum duration of labour for skilled workmen shall be eight (8) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and four (4) hours distributed between 8.00 a.m. and 12.00 noon, on Saturday; the whole shall constitute a maximum duration of forty-four (44) hours per week.

b. Sprinkler fitters living in the City of Montreal shall receive an extra of twenty-five (\$0.25) cents per hour to the regular rate of ninety-three and a half (\$0.93½) cents per hour for all work performed outside a radius of ten (10) miles from the Island of Montreal.

c. Workmen hired in the territorial jurisdiction covered by the agreement to be employed elsewhere than within said jurisdiction as mentioned in section II shall be paid the rate specified in section III.

d. Plumbers and steamfitters, hired in the City of Montreal to perform work outside of the territorial jurisdiction governed by the agreement, shall receive a supplementary remuneration of fifteen cents (0.15) per hour over and above the regular rate of ninety cents (0.90) per hour.

e. For the purpose of the present agreement, the limits of the City of Montreal are designated as being the following: at the North, Prairie River, at the South, the St. Lawrence River, twelve (12) miles East of Place d'Armes and twelve (12) miles West of Place d'Armes.

f. For work outside the city limits of Montreal, but within the territorial jurisdiction of the agreement, men are to be at the city limits as mentioned in paragraph "e" of this section at the regular starting and finishing time.

g. Travelling expenses within the territorial jurisdiction governed by this agreement in excess of the regular car fare of the Montreal Tramways Company shall be paid by the employer.

h. In the asbestos and insulation trades, travelling expenses to and from the place of work, meals, sleeping accommodations and regular rates

travail au taux régulier seront payés aux employés requis de travailler en dehors de la cité de Montréal.

i. Tout travail urgent ou spécial, en comprenant pas le travail d'érection, dans les métiers de ferblantier et de couvreur lequel, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté sur une base d'un apprenti par trois mécaniciens, peut être fait sur la base d'un (1) apprenti par équipe de trois (3) mécaniciens ou fraction de telle équipe.

V.—*Travail supplémentaire:*

a. Le travail supplémentaire ne se fera qu'après l'obtention d'un permis du comité paritaire et sera payé au taux de salaire et demi.

b. Tout travail exécuté après 5.00 p.m. jusqu'à minuit et le samedi après 12.00 a.m. (midi), sera considéré comme travail supplémentaire et payé au taux de salaire et demi.

c. Tout travail exécuté entre 12.00 p.m. (minuit) et 8.00 a.m. sera rémunéré au taux minimum de salaire double.

d. Tout travail exécuté le Jour de l'An, le Vendredi Saint, la fête de la Reine Victoria, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de grâces, le jour de Noël, la fête de l'Immaculée Conception, la Toussaint, le jour de l'Ascension et les dimanches, sera rémunéré au taux de salaire double.

e. Tout travail supplémentaire exécuté par un ouvrier non qualifié ou par un apprenti sera payé d'après la base établie ci-haut.

f. Les heures déterminées pour le commencement et la cessation du travail journalier ne s'appliqueront pas aux équipes doubles ou supplémentaires. On ne devra pas toutefois faire plus de huit (8) heures par jour et quarante-quatre (44) heures par semaine. Les taux réguliers de salaires seront payés à telles équipes.

VI.—*Apprentissage:*

a. Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers ne devra commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans ou après 23 ans.

b. L'apprenti pour exécuter les opérations de ferblantier ou d'isolation doit être enregistré et avoir un certificat d'apprentissage émis par le comité paritaire.

c. Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti devra avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales (chapitre 176z, S.R.Q. 1925 et amendements) et conformément au règlement 1341 de la cité de Montréal.

d. Tous les apprentis devront être inscrits dans un registre rédigé à cette fin par le comité paritaire chargé de la mise à exécution de la convention et dont le siège social est à Montréal.

e. Ledit registre devra contenir le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti, il devra mentionner également la date du commencement de l'apprentissage, la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti et le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs, jusqu'à la fin de la période de l'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

f. La durée d'une année d'apprentissage comprend un minimum de deux mille deux cents (2,200) heures de travail.

g. Les organisations professionnelles, parties aux présentes, par l'entremise de leurs conseils respectifs, auront le droit d'enregistrer les apprentis qui sont devenus leurs membres.

for eight (8) working hours shall be paid to employees required to work outside the city of Montreal.

i. All urgent or special work, besides erection work, in the sheet metal and roofing trades which, for sufficient reason, cannot be performed on the basis of one (1) apprentice to three (3) mechanics may be done on the basis of one (1) apprentice to each shift of three (3) mechanics or fraction thereof.

V.—*Overtime work:*

a. Overtime work shall only be performed on permit to be issued by the Joint Committee and shall be paid time and one half.

b. All work performed after 5.00 p.m., until midnight and any work performed on Saturday after 12.00 noon shall be considered as overtime work and paid at the rate of time and one half.

c. Work performed between 12.00 (midnight) p.m. and 8.00 a.m., shall be paid at the minimum rate of double time.

d. All work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate Conception Day, All Saints Day, Ascension Day and Sundays shall be paid double time.

e. Overtime work performed by a labourer or an apprentice shall be paid on the same basis as provided above.

f. Double or extra shifts of workmen shall not be subject to specified hours of starting and finishing. They shall not however, exceed eight (8) hours per day or forty-four (44) hours per week. Such double or extra shifts of workmen shall operate at regular rates.

VI.—*Apprenticeship:*

a. No apprentice in either of the trades mentioned shall begin his apprenticeship neither before being 16 years old nor after 23 years.

b. No apprentice shall be allowed to work in the sheet metal and insulation trades unless he be duly registered and hold an apprenticeship card issued by the Joint Committee.

c. To perform the pipe mechanic's trade, the apprentice shall hold a certificate of apprentice from the provincial authorities (chapter 176A, R.S.B., 1925 and amendments) and by-law No. 1341 of the City of Montreal.

d. All apprentices shall be inscribed in a register kept specially for this purpose by the Joint Committee administering the decree and whose head office is in Montreal.

e. The said register shall mention the name, first name, age and address of the apprentice; it shall also contain the date of the beginning of the apprenticeship, the proof of continuity of the training of the apprentice and the name and address of his first employer and of all his successive employers until the end of the period of apprenticeship hereinafter indicated for his trade.

f. The duration of an apprenticeship year shall comprise a minimum of two thousand two hundred (2,200) hours of labour.

g. The professional organizations, parties to the present agreement, through the medium of their respective trade councils, shall have the right to register apprentices having become their members.

A. Les dites organisations professionnelles devront, toutefois, après chaque trimestre fixé par le comité paritaire, faire un rapport complet des filières des apprentis par elles enregistrés. Ces rapports seront compilés et centralisés par le comité paritaire.

i. Le comité paritaire et les organisations professionnelles autorisées qui désirent contrôler l'apprentissage de leurs membres, devront fournir à chaque apprenti un livret dit "livret d'apprentissage", lequel devra indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur.

j. Les employeurs des employés devront mentionner, sous leur signature, les dates du commencement et de cessation du service de l'apprenti.

k. Les livrets d'apprentissage devront être bilingues et de forme régulière (standard), qu'ils soient émis directement par le comité paritaire ou par l'organisation professionnelle autorisée; toutefois, ces livrets devront porter le sceau de l'association ou corporation les émettant.

l. Pour les métiers de plombier et de poseur d'appareils de chauffage, un maître-plombier aura le droit d'employer un apprenti par compagnon ou compagnon junior et pas plus d'un compagnon junior par trois compagnons seniors, par boutique.

m. Lorsqu'il y aura cinq compagnons, il pourra y avoir deux compagnons juniors, et un compagnon junior par cinq compagnons additionnels employés.

n. Les apprentis plombiers travaillant dans la cité de Montréal doivent se faire enregistrer comme apprentis par le comité paritaire avant de commencer la pratique de leur métier.

o. Les apprentis-plombiers, dans la cité de Montréal, qui fréquentent une école technique ou un métier, recevront du comité paritaire un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens.

p. Pour les travaux d'amiante et d'isolation il n'y aura qu'un (1) apprenti par cinq mécaniciens.

q. Dans les métiers de ferblantier et de couvreur, tout employeur, soit une personne, une association ou une corporation, aura le droit d'employer un apprenti par équipe de trois compagnons ou fraction de telle équipe. Aucun apprenti ne devra travailler sur un contrat à forfait à moins qu'il ne soit sous la direction d'un mécanicien compétent, de son métier.

r. Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou à prix fixe, n'aura aucune validité.

s. Les taux stipulés dans le présent article s'appliqueront à tout travail de mécanicien en tuyauterie exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur des boutiques.

#### VII. Période d'apprentissage:

a. La période complète d'apprentissage sera la suivante pour chacun des métiers ci-après:

	Années
Ouvriers en isolation de tuyauterie.....	3
Mécaniciens en tuyauterie.....	4
Ferblantiers, poseurs de tuiles, ardoise, asphalte, bardeaux.....	4
Couvreurs—ardoise et tuiles.....	4
Couvreurs—composition.....	1

Une année d'apprentissage pour les mécaniciens (isolation) comprendra 2,288 heures de travail ou 52 semaines de 44 heures chacune.

b. La durée du travail des apprentis sera sujette aux dispositions de l'article IV de la présente convention.

A. The said professional organizations shall however, at every quarter fixed by the Joint Committee, make a complete report of the files of the apprentices whom it registered. Those reports shall be compiled and centralised by the Joint Committee.

i. The Joint Committee or the authorized professional organizations who wish to control the apprenticeship of their members, shall provide each apprentice with a booklet called apprenticeship book which indicates the periods of work spent at the service of each employer.

j. The employers of the employees shall indicate under their signature the dates of the beginning and the end of the service of the apprentice.

k. The apprenticeship books shall be bilingual and standard whether they be issued directly by the Joint Committee or by professional unions authorized to do so; however, such booklets shall bear the seal of the association or corporation by which they are issued.

l. In the plumbing and heating trades, a master-plumber shall have the right to hire one (1) apprentice to each journeyman or junior journeyman and not more than one (1) junior journeyman to three (3) senior journeymen per shop.

m. When five (5) journeymen are employed, two (2) junior journeymen may be employed and one (1) junior journeyman to each five (5) additional journeymen employed.

n. Apprentices working in the City of Montreal in plumbing work only will not be allowed to work before registering as apprentices with the Joint Committee.

o. Apprentices in plumbing work in the City of Montreal who attend a technical or trade school shall receive from the Joint Committee a credit in proportion to the duration of their studies and the result of their examination.

p. In the asbestos and insulation trades, only one (1) apprentice shall be hired to each five (5) mechanics.

q. In the sheet metal and roofing trades any employer, whether a person, an association or a corporation, shall have the right to employ one (1) apprentice for each shift of three (3) journeymen or fraction thereof. No apprentice shall be allowed to work on a contract job otherwise than under the supervision of a competent mechanic of his particular trade.

r. All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid.

s. The rates stipulated in this part shall prevail on all pipe mechanic work whether executed inside or outside the shops.

#### VII. Apprenticeship period:

a. The full period of apprenticeship shall be as follows:

	Years
Insulation system worker.....	3
Pipe mechanics.....	4
Tinsmiths, tile, slate, shingle layers.....	4
Roofers—slate and tile.....	4
Roofers—composition.....	1

One (1) year apprenticeship for insulation mechanics shall comprise 2,288 working hours or 52 weeks of 44 hours each.

b. The duration of labour of apprentices shall be subject to the provisions of section IV of the present agreement.

c. Après sa période d'apprentissage, l'apprenti devra passer un examen quant à sa compétence devant un bureau d'examineurs, conformément aux dispositions de la Loi et des arrêtés ministériels approuvés en vertu d'icelle.

c. After his period of apprenticeship, an apprentice shall undergo an examination respecting his competency before a Board of Examiners in conformity with the provisions of the Act and of the Orders-in-Council adopted under its authority.

**VIII. Préposés à l'entretien:**

a. Le terme "préposé à l'entretien" dans le métier de mécanicien en tuyauterie comprend et signifie tout ouvrier qualifié, détenteur d'une licence, conformément au chapitre 176a, S.R.Q. 1925 et amendements et au règlement no 1341 de la cité de Montréal, employé à l'année par le même employeur.

VIII. Maintenance men: a. The term "maintenance men" in the pipe mechanic trade shall mean and include any qualified and licensed workman according to chapter 176a, R.S.Q., 1925 and amendments and to by-law No. 1341 of the City of Montreal, employed throughout the year by the same employer.

b. Les compagnons préposés à l'entretien, détenteurs d'une licence en vertu de la sous-classification C.C. de la Loi des mécaniciens en tuyauterie, ne pourront pas exécuter le travail décrit aux sous-paragraphes a, b, c et d du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite loi, ni recevoir le taux de salaire établi pour les préposés à l'entretien, à moins qu'ils soient employés sur une base permanente et exclusivement comme tels, pour une période d'au moins douze (12) mois consécutifs et doivent être qualifiés comme mécaniciens.

b. Maintenance journeymen, licensed under sub-classification C.C. of the Pipe Mechanics' Act, shall not be allowed to perform work described in sub-paragraphs a, b, c and d of paragraph 2 of section 2 of the said Act and receive the rate of pay stipulated for maintenance men unless they are permanently and exclusively employed as such for a period of at least twelve (12) consecutive months and must be qualified as mechanic.

c. Les préposés à l'entretien recevant un salaire annuel d'au moins \$1,560.00 et qui, à cause de la nature de leur travail, seront requis de répondre à des appels d'urgence à tout temps du jour et de la nuit pour la protection des édifices et propriétés, ne sont pas assujettis aux taux pour travail supplémentaire.

c. Maintenance men, receiving an annual salary of at least \$1,560.00 and who, due to the nature of their work, are required to answer urgent calls at any time of the day or night for the protection of buildings or properties, are hereby excluded from overtime rates.

d. Les ouvriers permanents, qualifiés en vertu du chapitre 176a, S.R.Q. 1925 et amendements et du règlement 1341 de la cité de Montréal et généralement appelés "préposés à l'entretien", travaillant dans les églises, chapelles ou édifices servant d'églises, chapelles, séminaires, universités, collèges, couvents, monastères, orphelinats, asiles ou refuges, recevront le salaire annuel minimum de \$1,248.00 ou \$24.00 par semaine.

d. Permanent workmen qualified under chapter 176a, R.S.Q., 1925 and amendments and by-law No. 1341 of the City of Montreal and usually called maintenance men, working in churches, chapels or buildings used as churches, chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, orphanages, asylums or refuges, shall receive a minimum annual wage of \$1248.00 or \$24.00 per week.

e. La durée maximum du travail pour ces préposés à l'entretien sera de quarante-huit (48) heures par semaine, sans limitation quotidienne.

e. The maximum duration of labour for such maintenance men shall be forty-eight (48) hours per week, without any daily limitation of the duration of labour.

f. Tout travail supplémentaire, en plus de quarante-huit (48) heures et une semaine, sera payé suivant les taux minima à horaires déterminés à l'article IV de la présente convention.

f. Any overtime work performed by such maintenance men, over forty-eight (48) hours, shall be paid according to the hourly rates fixed in section III of the present agreement.

g. Les employeurs peuvent déduire du salaire des préposés à l'entretien \$3.00 par mois pour la chambre si ces employés logent dans l'établissement, et un maximum de \$0.25 par repas s'ils sont nourris dans l'établissement.

g. The employers may deduct from the wages of maintenance men \$3.00 per month for room, if such workmen lodge in the establishment and a maximum of \$0.25 per meal if the workmen are boarded in the establishment.

**IX. Dispositions générales:**

**IX. General provisions:**

a. L'employeur n'aura pas le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par renvoi ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier qui ne se rendra pas au travail lors d'une fête religieuse. Tout employeur qui violera les dispositions du présent article sera sujet aux pénalités définies à l'article 48 de la Loi.

No employer shall have the right to punish or to threaten to punish, such as by dismissal or suspension, directly or indirectly, a workman who absents himself from the field on a religious holiday. Any employer who violates the provisions of the present subsection shall be liable to the penalties indicated in section 48 of the Act.

b. Les contracteurs ayant une licence en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chapitre 176a, S.R.Q., 1925 et amendements) et du règlement No 1341 de la cité de Montréal, exécutant de leurs propres mains, des travaux couverts par ladite loi et par ledit règlement, ou faisant exécuter de tels travaux par des compagnons à leur emploi, recevront un minimum de \$1.15 l'heure; ils recevront également un taux horaire minimum de \$1.15 pour chaque compagnon à leur emploi, ceci ne comprenant pas la rémunération pour travail supplémentaire, si tel est le cas.

b. Contractors holding a license in accordance with the Pipe Mechanics' Act (chapter 176a, S.R.Q., 1925 and amendments) and to by-law No. 1341 of the City of Montreal, performing themselves works subject to the aforesaid Act and by-law or having said work executed by journeymen at their employ, shall be paid a minimum of \$1.15 per hour and shall also receive a minimum of \$1.15 per hour for each journeyman at their employ plus overtime, if any.

c. Les heures mentionnées dans cette section seront calculées suivant l'heure normale ou l'heure avancée, suivant le cas pour chacune des localités où le travail est exécuté.

d. Les contrats signés de bonne foi, avant la publication de la présente convention, y seront assuettis trente (30) jours après sa ratification par ordre en conseil.

e. Lors de l'approbation de la présente convention, un comité paritaire sera formé sans délai. Ce nouveau comité sera investi d'une proportion de l'actif, des droits, des privilèges et des obligations du comité paritaire des métiers de la construction de Montréal, mais en autant seulement que les métiers assuettis sont concernés et dans la seule proportion de leurs droits.

X. Le nouveau comité conjoint chargé de l'application de la présente convention aura la charge exclusive de tous les dossiers, documents, filières se rapportant aux métiers assuettis. Il sera substitué à tous les droits du sous-comité des métiers mécaniques de Montréal pour l'accomplissement des objets pour lesquels le sous-comité avait été formé.

#### XI. Durée de la convention:

La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'approuvant et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1941. Soixante jours avant l'expiration de la présente convention, les parties contractantes, par l'entremise de leurs représentants respectifs, tenteront de négocier une nouvelle convention pour répondre aux besoins de l'industrie. La convention pourra cependant continuer d'être en vigueur pendant la période des négociations, pour une période additionnelle de trente jours, c'est-à-dire jusqu'au 30 janvier 1942.

Durant les trente jours qui suivront la date de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Département du Travail, des Mines  
et des Pêcheries maritimes,  
Québec, ce 3 mai 1941. 2213-o

c. The hours hereinabove specified in this part shall mean standard or daylight saving time, depending on which time may be in force in the locality where the work is executed.

d. *Bona fide* agreements of contract signed previously to the publication of the present agreement shall be fall within its jurisdiction thirty (30) days after its extension by Order-in-Council.

e. After the extension of the present agreement, a parity committee shall be formed without delay. This new committee shall be handed over a proportion of the assets, rights, privileges and obligations of the Montreal Building Trades Parity Committee, but only inasmuch as the trades governed by this agreement are concerned and within the only proportion of their rights.

X. The new parity committee to carry out the present agreement shall have the exclusive charge of all records, documents and files pertaining to the trades governed by such agreement. It shall be substituted to all rights of the sub-committee of the mechanical trades of Montreal for the carrying out of the objects for which such sub-committee had been formed.

#### XI. Duration of the agreement:

The present agreement shall come into force from the day of the publication in the *Québec Official Gazette* of the Order-in-Council approving same and shall remain in force until the 31st. of December 1941. Sixty (60) days before the expiration of such agreement, the contracting parties, through their respective representatives, shall endeavour to negotiate a new agreement, as necessary for the needs of the industry. The agreement may, however, continue to be in force during the negotiation period, for an additional period of thirty (30) days, that is until the 30th. of January 1942.

During the thirty days from the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries shall receive the objections which the interested parties may desire to present against this request.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour,  
Department of Labour, Mines and  
Maritime Fisheries,  
Quebec, May 3rd, 1941. 2214-o

### Commission du salaire minimum

#### AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes de la province de Québec, donne avis par les présentes, que l'Ordonnance d'amendement, modifiant l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, et dont le texte suit, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1011 du 25 avril 1941.

#### COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

##### Ordonnance No 4

Amendement du 17 avril 1941, aux articles 70, 75, 76, 79 et 101

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum, (4 Geo. VI, ch. 39),

### Minimum Wage Commission

#### NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries of the Province of Quebec, hereby gives notice that the Ordinance of amendment, modifying Ordinance number 4 of the Minimum Wage Commission, the text of which follows, has been approved by Order-in-Council number 1011 of the 25th of April 1941.

#### MINIMUM WAGE COMMISSION

##### Ordinance No. 4

Ordinance dated April 17, 1941, amending Articles 70, 75, 76, 79 and 101

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act, (4 Geo. VI, ch. 39),

Ordonne et statue par la présente ordonnance, ainsi qu'il suit:

L'ordonnance no 4 est amendée comme suit:

1. L'article 70 de ladite ordonnance tel qu'amendé par l'ordonnance no 4-a, est remplacé par le suivant:

"70. Semaine de 50, 54 et 60 heures. Sauf conditions ou restrictions au contraire:

a) La semaine de cinquante (50) heures s'applique aux salariés des établissements manufacturant des portes et châssis,

b) La semaine de cinquante-quatre (54) heures s'applique

aux salariés auxquels il est déjà pourvu sur ce point à leurs diverses catégories; et aux salariés des établissements commerciaux de vente au détail;

des boucheries et charcuteries; des ateliers de réparation de chaussures; des carrières de pierre concassée;

des bureaux de poste; des barbiers;

des établissements de fromage refait (cheese processing);

des boulangeries et pâtisseries; des théâtres;

des fabriques de chapeaux de feutre; aux salariés des établissements de salaison;

des établissements fabriquant des objets en caoutchouc;

des établissements fabriquant des biscuits;

des chocolateries; des minoteries;

des établissements fabriquant des tuyaux en béton

des établissements fabriquant des orgues; des fabriques de cercueils.

c) la semaine de soixante (60) heures s'applique aux salariés auxquels il est déjà pourvu sur ce point à leurs diverses catégories; et aux salariés des scieries des zones II, III et IV;

des fabriques de machines agricoles des zones III et IV;

des entreprises de pompes funèbres des zones III et IV;

des industries saisonnières à moins de dispositions contraires;

des laiteries et des crémeries;

des fromageries et des beurrieres;

préposés à la garde des chevaux et voitures dont se servent les charretiers et camionneurs;

des établissements de commerce de rebut;

des hôtels et des restaurants;

des entrepreneurs de transport;

des établissements de carnage de laine où l'on n'en fait pas le filage, seulement durant les mois de mai, juin, juillet et août de chaque année.

2. L'article 75 de ladite ordonnance est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Toutefois le présent article ne s'applique pas

a) aux salariés dont les employeurs sont occupés à des travaux ou à fabriquer des objets pour fins de guerre aussi longtemps que les travaux ne sont pas exécutés ou que lesdits objets sont en cours de fabrication;

b) aux salariés travaillant dans les hôtels situés dans des municipalités de moins de 3,000 âmes."

3. L'article 76 de ladite ordonnance est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Toutefois le présent article ne s'applique pas

a) aux salariés dont les employeurs sont occupés à des travaux ou à fabriquer des objets pour

Orders and decrees by the present Ordinance, the following:

Ordinance No. 4 is amended as follows:

1. Article 70 of said Ordinance as amended by Ordinance No. 4-a, is replaced by the following:

"Article 70.—50, 54 and 60 hour workweek: Except conditions or restrictions to the contrary

a) the fifty (50) hour workweek applies to employees of sash and door manufacturing establishments,

b) the fifty-four (54) hour workweek applies to:

employees for whom it is so provided in the various articles concerning their categories and to employees of retail commercial establishments, butcher and pork-shops (charcuteries), cobbler-shops, crushed stone quarries, post-offices, barber-shops, cheese processing establishments,

bakeries and pastry establishments, theatres and cinemas, felt hat manufactures, meat packing establishments, rubber goods manufacturing establishments,

biscuit manufactures, chocolate factories, flour mills, concrete pipe manufactures,

organ manufactures, coffin manufactures;

c) The sixty (60) hour workweek applies to: employees for whom it is so provided in the various articles concerning their categories and to employees of saw-mills in Zones II, III and IV, agricultural implement factories in Zones III and IV, funeral undertaking establishments in Zones III and IV, seasonal industries unless otherwise enacted,

dairies and creameries, butter and cheese dairies;

those taking care of horses and vehicles used by carters and truck drivers;

those of waste material trading establishments, hotels and restaurants, transport undertakings, establishments carding wool, but where no spinning is done, and only for the months of May, June, July and August of each year."

2. Article 75 of said ordinance is amended by adding the following paragraph

"However, the present article does not apply to

a) employees whose employers are engaged in war work or in manufacturing war material, as long as said work is not completed or during the manufacturing of said material;

b) employees working in hotels located in municipalities of less than 3,000 souls."

3. Article 76 of said ordinance is amended by adding the following paragraph:

"However, the present article does not apply to

a) employees whose employers are engaged in war work or in manufacturing war material, as

fin de guerre aussi longtemps que lesdits travaux ne sont pas exécutés ou que lesdits objets sont en cours de fabrication;

b) aux salariés travaillant dans les hôtels situés dans les municipalités de moins de 3,000 âmes."

4. L'article ci-après est ajouté après l'article 79 de ladite ordonnance:

"79a. Nonobstant les règles contenues en la présente section, toutes les heures de travail des salariés employés dans les hôtels situés dans des municipalités de moins de 3,000 âmes seront rémunérés au taux établi pour les heures régulières et sans majoration."

5. L'article 101 de ladite ordonnance est amendé en y ajoutant les paragraphes suivants:

"7. Les sommes dont la retenue est imposée par la Loi;

8. Les souscriptions aux certificats d'épargne de guerre."

La présente ordonnance entrera en vigueur le premier mai 1941.

Fait et signé en la cité de Montréal ce dix-septième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante et un.

(Signé) Le Président, FERDINAND ROY,  
Le Vice-président, GUSTAVE FRANCO,  
Les Commissaires, C.-H. CHEASLEY,  
J.-A. BOUTHILLETTE,  
HENRI LOUDIN.

Copie conforme.

Le Secrétaire,  
J.-A.-V. AUGER.

2185-o

#### AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes de la province de Québec, donne avis par les présentes que l'ordonnance numéro 39 de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1031 du 30 avril 1941.

#### COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

##### Ordonnance No 39

Concernant les ouvriers affectés à l'exploitation des forêts.

La Commission du Salaire Minimum décrète, par la présente ordonnance numéro 39, ce qui suit:

1. *Jurisdiction.* a. La présente ordonnance régit, privativement à toute ordonnance de la Commission, tous les ouvriers affectés à l'exploitation des forêts, y compris le façonnage du bois, et faisant leur travail à l'intérieur des forêts, les ouvriers employés à la préparation et à la transformation du bois avant sa sortie de la forêt et les ouvriers affectés au flottage du bois sur les lacs et cours d'eau, y compris ceux qui sont employés aux travaux préparatoires et accessoires du flottage; aussi les ouvriers employés à la manipulation ou à la transformation du bois sorti de la forêt par un moyen autre que le flottage, jusqu'à ce que le bois ait été déposé ou déchargé à sa sortie de la forêt.

b. La présente ordonnance ne s'applique pas:

(1) Aux ouvriers affectés à la manipulation des bois dans les étangs d'emmagasinement servant à alimenter une usine ou servant d'endroit de chargement des bois sur wagons de chemin de fer ou autres véhicules de transport,

long as said work is not completed or during the manufacturing of said material;

b) employees working in hotels located in municipalities of less than 3,000 souls."

4. The following article is added to said ordinance after Article 79:

"Article 79-a. Notwithstanding the provisions contained in the present section, all hours of work of employees in hotels located in municipalities of less than 3,000 souls, shall be paid according to the rates fixed for the regular hours without increase."

5. Article 101 of said ordinance is amended by adding the following paragraphs:

"7. Amounts of which deduction is enacted by statute;

8. Subscriptions to War Savings certificates."

The present Ordinance shall come into force on May 1st, 1941.

Passed and dated in the city of Montreal this seventeenth day of the month of April in the year one thousand nine hundred and forty-one.

(Signed): FERDINAND ROY, President,  
GUSTAVE FRANCO, Vice-President,  
C.-H. CHEASLEY, Members,  
J. A. BOUTHILLETTE,  
HENRI LOUDIN.

True Copy,

J. A. V. AUGER,  
Secretary.

2186-o

#### NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission, the text of which follows, has been approved by Order-in-Council number 1031 of the 30th of April 1941.

#### MINIMUM WAGE COMMISSION

##### Ordinance No. 39

Employees occupied at Forest Operations.

The Minimum Wage Commission orders and decrees by the present Ordinance No. 39, the following:

1. *Jurisdiction:* a. Privatively to any ordinance of the Commission the present Ordinance governs all employees occupied within the forest at forest operations including the fashioning of timber;

employees occupied within the forest at the preparation or fashioning of timber;

employees occupied at floating timber on lakes and streams including those occupied at work preliminary to floating or at any work in connection with same;

and also those employees occupied at the transportation or fashioning of timber transported from the forest by other means than floating as long as said timber is not delivered outside the forest.

b. The present Ordinance does not apply:

(1) To employees occupied at the manipulation of timber in mill ponds used to supply a mill or used as a place for loading cars or other transportation vehicles, providing these ponds are situated at not more than two miles from the mill

pourvu que ces étangs soient situés à pas plus de deux milles de distance de l'usine ou du point de chargement.

(2) Aux ouvriers travaillant pour un cultivateur, ou un colon, sur une terre à bois, faisant partie d'une exploitation agricole, ni aux ouvriers travaillant dans une colonie forestière ou une réserve cantonale.

2. Les ouvriers ci-dessous mentionnés devront recevoir au moins le salaire fixé suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent.

*Pour le travail fait par l'ouvrier pendant un mois de calendrier, avec pension et logement.*

(a) Cuisinier dans un chantier de 50 personnes et plus	\$80.00
(b) Cuisinier dans un chantier de 25 à 49 personnes	70.00
(c) Cuisinier dans un chantier de 10 à 24 personnes	60.00
(d) Cuisinier dans un chantier de 9 personnes et moins	52.00
(e) Valet de cuisine, aussi appelé marmiton ou "cookee", et le valet de camps, aussi appelé gardien de camps ou "choreboy"	35.00
(f) Gardien d'écurie	55.00

*Pour 26 jours de travail avec pension et logement.*

(g) Charretier avec son cheval, le ferrage et la nourriture du cheval étant aux frais de l'employeur	\$55.00
avec ses deux chevaux, le ferrage et la nourriture des chevaux étant à la charge de l'employeur	67.50
Le salaire du charretier comprend le soin nécessaire aux chevaux et attelages qui lui sont confiés, sans aucune rémunération pour le temps supplémentaire.	80.00

(h) Les menuisiers, forgerons, affûteurs de scies, dynamiteurs, mécaniciens, conducteurs de camions et de tracteurs, et les préposés aux bouilloires et moteurs. 60.00

3. Catégories spéciales et salaires minima:

(A) Exploitation des bois à pulpe.  
Ouvriers occupés à l'exploitation des bois destinés à la fabrication des pâtes celluloseuses et du papier.

*Pour 26 jours de travail avec pension et logement.*

(a) Les ouvriers à salaire, occupés à l'abattage, au façonnage, à la manutention ou au transport des bois	52.00
(b) Les ouvriers à salaire, occupés aux travaux de chemins, à la construction de camps, ou aux travaux d'amélioration de tous genres	48.00
(c) Tous autres ouvriers à salaire, sauf ceux déjà prévus dans l'article 2	52.00

or loading point;

(2) To employees working for a farmer or settler on the timber reserve of an agricultural exploitation, nor to employees working in a forest training school or in a township forest reserve.

2. The hereinafter mentioned employees shall be entitled to the following rates according to their category:

*For work done during a calendar month, with board and lodging.*

a) Cook in a camp of 50 or more persons	\$ 80.00
b) Cook in a camp of from 25 to 49 persons	70.00
c) Cook in a camp of from 10 to 24 persons	60.00
d) Cook in a camp of 9 persons or less	52.00
e) Cookee and choreboy	35.00
f) Stableman	55.00

*For 26 days of work with board and lodging*

g) Carter with one horse, feeding and shoeing of said horse at employer's expense	\$55.00
Carter with two horses, feeding and shoeing of said horses at employer's expense	67.50
Care given to horses and harnesses shall not be considered as overtime, and no additional remuneration need be given for same as the above mentioned rates have been fixed accordingly.	80.00
h) Carpenters, blacksmiths, saw-filers, dynameters, mechanics, truck and tractor chauffeurs and enginemen	60.00

3. Special categories and Minimum Wages:

A) *Pulpwood exploitation:*  
Employees occupied in the exploitation of timber used in manufacturing cellulose pastes or paper:

*For 26 days of work with board and lodging*

a) Salaried employees occupied in felling, fashioning, manipulating or transporting timber	\$ 52.00
b) Salaried employees occupied in road-work, camp construction or in any work of improvement	48.00
c) All other salaried employees with the exception of those already provided for in Article 2	52.00

(d) Les ouvriers à forfait, occupés à la coupe et au façonnage de ces bois, y compris la construction des petits chemins de halage au grand chemin et l'empilement du bois, devront recevoir les salaires minima suivants:

1. Pour tous ces bois à l'exception des trembles et des peupliers:

Billes de 4' à 6' de longueur, \$2.00 la corde ou par 85 pieds cubes solides.

	Par 100 pieds cubes solides	Par 1000 pieds ou mesure de planche
Billes de 6' à 10' de long.	\$ 1.70 "	\$ 3.40
" " 11' " "	1.60 "	3.20
" " 12' " "	1.50 "	3.00
" " 13' " "	1.40 "	2.80
" " 14' " "	1.30 "	2.60
" " 15' " "	1.20 "	2.40
" " 16' " "	1.10 "	2.20

Lorsque l'écorçage est compris dans le façonnage du bois, on devra ajouter aux prix ci-dessus mentionnés, \$1.00 la corde ou par 85 pieds cubes solides pour ce travail.

2. Pour les trembles et les peupliers: Les taux mentionnés au paragraphe précédent [(d)-1], moins 25%.

Si ces ouvriers ne font pas l'empilement, la construction des petits chemins ou quelque autre opération visée par ce sous-paragraphe (d), on pourra réduire les taux ci-dessus pourvu qu'ils soient stipulés au contrat d'engagement et que les ouvriers reçoivent un minimum de \$37.50 avec pension et logement pour 26 jours de travail.

(B) Exploitation des bois de chauffage.

Ouvriers occupés à l'exploitation du bois de chauffage pour fins commerciales, et des bois à charbon.

Pour 26 jours  
de travail  
avec pension  
et logement.

- (a) Les ouvriers à salaire occupés à ces opérations sauf ceux déjà prévus dans l'article 2 ..... \$ 37.50
- (b) Les ouvriers à forfait occupés à la coupe de ces bois, y compris l'empilage sur le chantier, devront être payés au moins selon les prix suivants:

Bois de 4 pieds de longueur, \$2.00 la corde  
Bois de 36 pouces de longueur, \$1.50 par empilement de 4' x 8'.  
Bois de 24 pouces de longueur, \$1.20 par empilement de 4' x 8'.  
Bois de 18 pouces de longueur, \$0.90 par empilement de 4' x 8'.

(C) Exploitation des bois de sciage etc.

Ouvriers occupés à l'exploitation de tous bois destinés à être transformés en bois de sciage ou à servir à d'autres fins non prévues dans une autre section de la présente ordonnance et les ouvriers occupés à la préparation et à la transformation, quelles qu'elles soient, de ces bois, lorsque leur travail se fait en forêt.

Pour 26 jours  
de travail  
avec pension  
et logement.

- (a) Les ouvriers à salaire, sauf ceux déjà prévus dans l'article 2 ..... \$ 42.50

d) Pieceworkers, occupied in felling and fashioning of timber for said use, (said work includes the construction of small hauling roads leading to the main road and piling of timber) must be paid the following minimum wages:

1. For all kinds of timber except aspen and poplar:

Logs 4' to 6' in length, \$2.00 per cord or per 85 cubic feet.

	Per 100 cubic feet	Per 1000 feet board- feet or measure
Logs 6' to 10' in length	\$ 1.70	\$ 3.40
" 11' " "	1.60	3.20
" 12' " "	1.50	3.00
" 13' " "	1.40	2.80
" 14' " "	1.30	2.60
" 15' " "	1.20	2.40
" 16' " "	1.10	2.20

When peeling is included with fashioning of timber: \$1.00 per cord or per 85 cubic feet, must be paid in addition to the above mentioned rates.

2. For aspen and poplar: The rates mentioned in the preceding paragraph (d-1), less 25%.

If these employees are not occupied at piling timber, or at road-work, or at any other work contemplated in this sub-paragraph (d), the above mentioned rates may be reduced provided there is stipulation to that effect in the engagement contract and that said employees be paid a minimum of \$37.50 with board and lodging for 26 work-days.

B) Exploitation of firewood:

Employees occupied in the exploitation of firewood for commercial purposes and charcoal wood:

For 26 days of  
work with  
board and  
lodging

- a) Salaried employees occupied at said exploitations except employees already provided for in Article 2: ..... \$37.50
- b) Pieceworkers occupied at cutting said wood, which includes piling of same, must be paid at least the following rates:

Wood 4 feet in length: \$2.00 per cord  
" 36 inches in length: 1.50 per pile 4' x 8'  
" 24 " " " 1.20 " " 4' x 8'  
" 18 " " " .90 " " 4' x 8'

C) Exploitation of sawlogs etc.

Employees occupied in the exploitation of all kinds of timber, to be fashioned into sawlogs or to serve other purposes not provided for in another section of this Ordinance; and also employees occupied in the forest at any kind of preparation or fashioning of timber:

For 26 days of  
work with  
board and  
lodging

- a) Salaried employees, except those already provided for in Article 2: ..... \$ 42.50

(b) Ouvriers à forfait occupés à la coupe et au façonnage de ces bois y compris la construction des petits chemins de hâlage au grand chemin et le débroussaillage (swamping) nécessaire pour que les billes soient facilement enlevées par les chevaux.

b) Pieceworkers occupied at cutting or fashioning said timber, which includes the construction of small hauling roads leading to the main road and the necessary swamping so that logs may be easily taken away with horses:

Billes de 6' à 10' de longueur	Par 100	ou	Par 1000
	pi. cubés solides		pièds mesure de planche
gueur	\$1.70	"	\$3.40
" " 11'	1.60	"	3.20
" " 12'	1.50	"	3.00
" " 13'	1.40	"	2.80
" " 14'	1.30	"	2.60
" " 15'	1.20	"	2.40
" " 16'	1.10	"	2.20

Logs 6' to 10' in length	Per 100	or	Per 1000
	cubic feet		feet board- measure
\$ 1.70		\$	3.40
" 11' " "	1.60		3.20
" 12' " "	1.50		3.00
" 13' " "	1.40		2.80
" 14' " "	1.30		2.60
" 15' " "	1.20		2.40
" 16' " "	1.10		2.20

Bois mesuré à la corde, \$2.00 la corde. Lorsque l'écorçage est compris dans le façonnage du bois, on devra ajouter aux prix ci-dessus mentionnés, \$1.00 la corde ou par 85 pieds cubés solides pour ce travail.

Wood measured by the cord, \$2.00 per cord. When peeling is included with fashioning of timber, \$1.00 per cord or per 85 cubic feet, must be paid in addition to the above mentioned rates.

Si ces ouvriers ne font pas la construction des petits chemins ou quelque autre opération visée par ce sous-paragraphe (b), on pourra réduire les taux ci-dessus pourvu qu'ils soient stipulés au contrat d'engagement et que les ouvriers reçoivent un minimum de \$37.50 avec pension et logement pour 26 jours de travail.

If these employees are not occupied at the construction of small hauling roads or not occupied at other work contemplated in this sub-paragraph (b), the above mentioned rates may be reduced provided there is stipulation to that effect in the engagement contract and that said employees be paid a minimum of \$37.50 with board and lodging for 26 work-days.

(D) Opérations de flottage:

(D) Driving operations:

Ouvriers occupés aux opérations de flottage et aux travaux préparatoires et accessoires au flottage,—

Employees occupied at driving operations and at work preliminary or at any work in connection with same:

(a) Flotteurs ou draveurs, \$3.00 par jour avec pension et logement.

(a) Floaters or drivers, \$3.00 per day with board and lodging; time of work shall be counted from the departure until the return to camp;

Le temps du travail doit compter à partir du départ du camp jusqu'au retour.

(b) Sorters, i.e. employees occupied on floating platforms at sorting and selecting logs for all purposes, also employees occupied at rafting in the booms and at towing \$52.00 for 26 work-days with board and lodging;

(b) Les trieurs, à savoir ceux qui sont occupés à faire, sur les trottoirs flottants, le triage et l'assortissement pour toutes fins, ainsi que les ouvriers travaillant à la mise en radeau, dans les estacades, et au touage des bois, \$52.00 pour 26 jours de travail avec pension et logement.

(c) Dam caretakers for work done during a calendar month \$52.00 with board and lodging;

(c) Gardiens d'écluses pour le travail fait durant un mois de calendrier, \$52.00 avec pension et logement;

(d) Tous les autres ouvriers à salaire, sauf ceux déjà prévus dans l'article 2, \$52.00 avec pension et logement, pour 26 jours de travail.

(d) All other salaried employees except those already provided for in Article 2, \$52.00 with board and lodging for 26 work-days;

Les gages ci-dessus établis, pour les ouvriers engagés à titre de "flotteurs ou draveurs" sont en vigueur à compter de la première manipulation des billes, c'est-à-dire, à partir du moment où le bois est manutentionné ou déplacé en vue du flottage, jusqu'à ce qu'il soit rendu dans l'étang de l'usine ou de chargement sur wagon de chemin de fer ou autre véhicule de transport.

The rates hereinabove fixed for employees, engaged as drivers, are payable with the first manipulation, i.e. from the time the logs are handled or moved for floating until their arrival at the mill-pond or place used for loading cars or other transportation vehicles.

(4) Heures de travail:

4. Hours of work: The minimum rates hereinabove fixed for:

Les salaires minima établis pour les catégories a-b-et-c du sous paragraphe A de l'article 3,

Categories a, b and c of sub-paragraph A of Article 3,

a du sous paragraphe B de l'article 3,

Category a of sub-paragraph B of Article 3,

a du sous paragraphe C de l'article 3,

Category a of sub paragraph C of Article 3,

a-b-et-d du sous paragraphe D de l'article 3 les apprentis et incapables mentionnés à l'article 10.

Categories a, b and d of sub-paragraph D of Article 3, apprentices and infirms mentioned in Article 10

sont la rémunération d'un maximum de 60 heures de travail par semaine de six jours; tout temps supplémentaire doit être proportionnellement payé aux ouvriers de ces catégories. L'ouvrier a droit au salaire fixé, quel que soit le nombre d'heures de travail qu'il ait fait chaque jour, pourvu qu'il n'ait pas volontairement perdu de

are the rates payable for a maximum of 60 hours of work per six-day week; overtime must be paid to employees of said categories proportionally to said rates. An employee is entitled to the rates fixed, whatever the number of hours worked each day, provided he has not willingly wasted his time during day-light.

temps durant les heures de clarté du jour. Pour la coupe du bois, l'ouvrier obligé d'aller travailler à plus d'un mille du camp doit être payé pour le temps qu'il emploie à parcourir la distance supplémentaire, comme s'il travaillait.

**5. Obligations de l'employeur:** Avant de commencer des opérations forestières visées par la présente ordonnance, l'employeur devra, au préalable, donner avis par écrit à la Commission, de ses projets, et lui demander le nombre de copies de la présente ordonnance dont il a besoin pour l'affichage dans ses chantiers.

**6. Contrats d'embauchage:** Tout employeur régi par la présente ordonnance est tenu d'exécuter avec son salarié, avant que ce dernier commence à travailler, un contrat écrit en triplicata contenant les conditions d'engagement; l'employeur devra en remettre immédiatement à l'ouvrier un des exemplaires.

Tel contrat doit fixer un salaire déterminé ou déterminable; il doit établir si l'ouvrier est à salaire ou à forfait.

**7. Abandon de travail:** Afin d'éliminer, dans la mesure du possible, les déplacements non motivés des ouvriers qui ainsi désorganisent et retardent les entreprises, en créant pour leur employeur, comme à eux-mêmes, des surplus considérables de dépenses, l'employeur sera justifié d'ajouter aux conventions du contrat d'embauchage une clause à l'effet que si l'ouvrier quitte son emploi, de son propre gré, sans raisons valables, durant les 10 jours suivant la date où a commencé son travail, son salaire, quel qu'il soit, pourra être réduit au minimum de \$37.50 pour 26 jours de travail avec pension et logement et qu'en plus il ne pourra prétendre au bénéfice des frais de transport, de logement et pension, en cours de route, conféré par l'article suivant.

**8. Frais de transport et logement:** Le transport de l'ouvrier et de ses bagages, son logement et sa pension en cours de route, à partir du terminus des voies publiques, à l'aller et au retour, sont à la charge de l'employeur; toutefois, l'employeur pourra réclamer de l'ouvrier, pour tels services, tous montants fixés par le contrat d'embauchage.

**9. Outils:** Les ouvriers, à l'exception de ceux travaillant à forfait, doivent être pourvus, aux frais de l'employeur, d'outils appropriés; ils ne sont pas tenus de payer le coût des outils brisés ou dévalorisés par l'usage, toute convention contraire est interdite; cependant, il pourra être stipulé que l'employeur aura le droit de déduire du salaire de l'ouvrier la valeur des outils perdus ou non retournés, pourvu que la feuille de règlement de l'ouvrier indique la description, la valeur de chaque outil perdu ou non retourné, et les raisons qui motivent la déduction.

**10. Apprentis et incapables:** L'employeur pourra engager, à titre d'apprentis ou d'incapables, par suite d'infirmité ou d'âge, 20% de toute la main-d'œuvre utilisée dans un même chantier, tels salariés auront droit à \$37.50 pour 26 jours de travail avec logement et pension. Cette exemption ne s'applique pas aux ouvriers des catégories décrites à l'article 2 et aux paragraphes B et D de l'article 3 de la présente ordonnance.

**11. Entrepreneurs et sous-entrepreneurs:** Les entrepreneurs et sous-entrepreneurs qui ont eux-mêmes des ouvriers à leur service pour l'exécution de leurs contrats, sont considérés comme employeurs et ne peuvent, par conséquent, réclamer les salaires établis par la présente ordonnance.

The employee occupied at cutting timber when obliged to travel farther than one mile from the camp to his work, must be paid for the time taken to travel the extra distance, as though he were working.

**5. Employer's obligations:**

Before starting forest operations contemplated by the present Ordinance, an employer must inform the Commission of the intended operations, and make a request of the number of copies of the present Ordinance required for posting in his camps.

**6. Engagement contracts:** Before an employe starts work, an employer governed by the present Ordinance, must execute with said employe a written contract in triplicate, specifying the engagement conditions; said employer must instantly remit a triplicate of same to said employe.

Said contract must provide fixed rates or wages; it must also state whether the employe is on salary or on piece-work.

**7. Quitting of work:** In order to avoid in as far as possible, unjustified departures of employes (said departures upsetting and delaying work and at the same time causing extra and considerable expense to both the employer and the employes) it shall be lawful for an employer to stipulate in the engagement contract the following provision:

If the employe willingly and without serious reason, quits his work within ten days from the day he starts work, the employer will then be entitled to reduce the agreed wages, whatever the amount, to a minimum of \$37.50 for 26 work-days with board and lodging, and moreover to claim the expense incurred for transportation (lodging and board included) on the way to and from the camp, as hereinafter provided in the following article.

**8. Transportation and lodging:** The employer must provide and pay for the transportation of the employe and his baggage, his board and lodging on the road, between the camp and the public circulation extremity, both ways; however, the employer is entitled to claim from his employe for said service any amount as fixed in the engagement contract.

**9. Tools:** Employes except pieceworkers, must be furnished with the appropriate tools at the employer's expense, and the employer cannot claim the cost of broken or depreciated tools, any agreement to the contrary is prohibited. However, the employer may reserve by stipulation in the engagement contract the right to deduct from the wages of his employe the value of tools lost or not returned, providing the kind and value of each lost or unremitted tool and reason for said deduction be mentioned on employe's settlement sheet.

**10. Apprentices and infirms:** The employer may engage apprentices or infirms, to the extent of 20% of all labor employed on the same forest operation. Said employes shall be entitled to at least \$37.50 for 26 work-days with board and lodging. This however, does not apply to employes of categories mentioned at Article 2 and at paragraphs B and D of Article 3 of the present Ordinance.

**11. Contractors and sub-contractors:** Contractors and sub-contractors who have employes at their service for the execution of their contracts, are considered as employers and cannot therefore, claim the wages fixed by the present Ordinance.

12. *Pension et logement*: Les frais de pension et logement, y compris l'usage des couvertures de lit, sont à la charge de l'employeur, sauf dans le cas des ouvriers travaillant à forfait, les frais de pension et logement de ces derniers ne devant pas excéder 60 cents par jour.

13. *Documents*: L'employeur devra faire en sorte que, dans la mesure du possible, les contrats, avis, règlements et documents soient rédigés en français ou en anglais, suivant la langue de l'ouvrier concerné ou son choix.

14. *Feuille de règlement*: Au départ de l'ouvrier, l'employeur devra préparer une feuille de règlement, en triple exemplaire, indiquant en détail les item de débit et de crédit; il devra lui en remettre un exemplaire. L'employeur devra alors transmettre à la Commission, sans délai, un exemplaire de la feuille de règlement et du contrat d'embauchage.

15. *Retenues sur salaire*: L'employeur ne peut retenir sur le salaire payable à son ouvrier aucune autre somme que les suivantes:

- a. celles mentionnées dans la présente ordonnance, comme payables par l'employé,
- b. celles dont la rétention est imposée par quelque loi ou disposition en ayant l'effet,
- c. les avances en argent faites de temps à autre aux ouvriers,
- d. le prix des effets vendus à la condition essentielle qu'une liste des prix de tels objets ait été affichée dans un endroit bien en vue et dans une construction du chantier.

16. *Travail à forfait*: Les taux à forfait ci-haut aux sections A et C de l'article 3, ne s'appliquent que pour les bois ayant une valeur marchande.

"*Bunching*": L'opération communément appelée "Bunching", soit le transport de billes à bras ou à dos d'hommes, est interdite.

18. *Règlements*: Les employeurs régis par la présente ordonnance seront dispensés de se conformer aux prescriptions des règlements B-2 (Registres) et B-4 (Paiement dans enveloppe) de la Commission; toutefois, ils demeurent sujets au règlement B-1 révisé de la Commission prévoyant un prélèvement sur les salaires, et au règlement B-3 concernant l'affichage.

19. *Abrogation*: Les arrêtés ministériels numéro 2251 en date du 7 juin 1940, 2437 en date du 25 juin 1940, 3027 en date du 14 août 1940 et 1168 en date du 13 mars 1940, et ayant l'effet d'ordonnance de la Commission sont abrogés.

20. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle*.

Fait et daté en la cité de Québec, ce vingt-huitième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante et un.

(Signé): Le Président, FERDINAND ROY,  
Le Vice-président, GUSTAVE FRANCO,  
Les Commissaires, C.-H. CHEASLEY,  
J. A. BOUTHILLETTE,  
H. LOUDIN.

Copie conforme.  
Le Secrétaire,  
J.-A.-V. AUGER.

2219-o

12. *Board and lodging*: The employer must provide and pay for boarding and lodging (bed-clothes included) his employees, except piece-workers; however, he must not charge said piece-workers more than sixty cents (60c) per day for board and lodging.

13. *Documents*: All contracts, notices, by-laws and documents furnished by the employer to the employee must, in as far as possible, be in French or English according to the language or choice of the employee.

14. *Settlement sheet*: The employer must prepare in triplicate, a settlement sheet giving detailed credits and debits of each employee upon his departure and give him a triplicate of same; the employer must then, without delay, send to the Commission a triplicate of said sheet, with a triplicate of the engagement contract.

15. *Deductions from wages*: The employer must not deduct from the salary paid to his employee other amounts than the following:

- a. those mentioned in the present Ordinance as payable by the employee;
- b. those whose deduction is imposed by statute or provision having the effect of a statute;
- c. advances made from time to time to employees;
- d. the price of goods sold, providing as a *sine qua non* condition a price-list of said goods was previously posted in a conspicuous place in a building on the works.

16. *Piecework*: Piecework rates fixed at sections A and C of Article 3 apply only to merchantable timber.

17. *Bunching*: Bunching is prohibited, i.e. logs must not be shouldered or carried by employees.

18. *By-laws*: Employers governed by the present Ordinance shall be dispensed from the provisions of By-law B-2 (Registers) and By-law B-4 (Pay in envelope) of the Commission; however, they remain subject to By-law B-1 Revised of the Commission regarding a Levy on wages and to By-law B-3 concerning Posting.

19. *Abrogation*: Orders-in-Council No. 2251 dated June 7, 1940, No. 2437 dated June 25, 1940, No. 3027 dated August 14, 1940, and No. 1168 dated March 13, 1940, and having the effect of an ordinance of the Commission, are abrogated.

20. *Coming into force*: The present ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec, this twenty-eighth day of the month of April in the year one thousand nine hundred and forty-one.

(Signed): FERDINAND ROY, Chairman,  
GUSTAVE FRANCO, Vice-President  
C. H. CHEASLEY, Members,  
J. A. BOUTHILLETTE,  
H. LOUDIN.

True Copy,  
J. A. V. Auger,  
Secretary.

2220-o

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 18

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

## ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Blain vs Parent.....	1299
Séguin vs Gervais.....	1299

## ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:

1043—Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.....	1319
1040—Employés de garage dans l'île et le district de Montréal.....	1318
1041—Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.....	1322
1042—Industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans l'île et le district de Montréal.....	1317
994—Travailleurs du port de Montréal—navigation intérieure.....	1317

## ASSURANCE:

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Marc des Carrières.....	1305
--	------

## AVIS DIVERS:

Anglo Canadian Publishers Limited.....	1299
Association des Instituteurs Catholiques de Verdun.....	1300
Fédération Hôtelière de la province de Québec Inc.....	1300
L'Association des courtiers en valeurs de placement de Québec.....	1301
L'Association des Employés d'Hôtels et de Restaurants Incorporée.....	1299
Tapton Investment Company, Limited.....	1300
The Building Workers of Québec.....	1300

## BUREAUX-CHEF:

Brevages Snow White Beverages Limitée.....	1301
L'Imprimerie du Saguenay, Limitée.....	1301

## CHARTES—ABANDON DE:

Compagnie de l'élevage des Renards Limitée, de St-Côme.....	1303
Compagnie Gounod Limitée.....	1303
Donohue Lumber Company.....	1301
Dorius Ménard Limitée.....	1301
Dubuisson Mines (Québec) Limited.....	1302
Eden & Bond, Limited.....	1302
La Cie de Téléphone Masson Limitée.....	1302
Paray Gowns Limitée.....	1302
Premier Coal Incorporated.....	1302
Standard Vox Inc.....	1303

## COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Ordonnance No 4.....	1336
Ordonnance No 39.....	1338

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

Deslandes, munic. scolaire.....	1304
Farnham-ouest, munic. scolaire.....	1303
Laval, munic. scolaire du canton.....	1304
Saint-Austin, munic. scolaire.....	1303

## LETTRES PATENTES:

Canadian Soap & Chemical Company, Limited.....	1298
Excellent Pad Co. Ltd.....	1296
Napoléon Gagnon & Fils Ltée.....	1298
United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.....	1297

## ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Blain vs Parent.....	1299
Séguin vs Gervais.....	1299

## ORDERS-IN-COUNCIL:

1043—Hardware and paint trades in the city of Quebec.....	1319
1040—Garage employees in the Island and district of Montreal.....	1318
1041—Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.....	1322
1042—Women's and children's millinery industry in the Island and district of Montreal.....	1317
994—Montreal Harbour workers—inland navigation.....	1317

## INSURANCE:

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Marc des Carrières.....	1305
--	------

## MISCELLANEOUS NOTICES:

Anglo Canadian Publishers Limited.....	1299
Association des Instituteurs Catholiques de Verdun.....	1300
Province of Quebec Hotel Federation Inc.....	1300
Quebec Investment Dealers Association.....	1301
L'Association des Employés d'Hôtels et de Restaurants Incorporée.....	1299
Tapton Investment Company, Limited.....	1300
The Building Workers of Québec.....	1300

## CHIEF-OFFICES:

Brevages Snow White Beverages Limitée.....	1301
L'Imprimerie du Saguenay, Limitée.....	1301

## CHARTERS—SURRENDER OF:

Compagnie de l'élevage des Renards Limitée, de St-Côme.....	1303
Compagnie Gounod Limitée.....	1303
Donohue Lumber Company.....	1301
Dorius Ménard Limitée.....	1301
Dubuisson Mines (Québec) Limited.....	1302
Eden & Bond, Limited.....	1302
La Cie de Téléphone Masson Limitée.....	1302
Paray Gowns Limitée.....	1302
Premier Coal Incorporated.....	1302
Standard Vox Inc.....	1303

## MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordinance No. 4.....	1336
Ordinance No. 39.....	1338

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

Deslandes, school munic.....	1304
Farnham-West, school munic.....	1303
Laval, school munic. of the township.....	1304
Saint-Austin, school munic.....	1303

## LETTERS PATENT:

Canadian Soap & Chemical Company, Limited.....	1298
Excellent Pad Co. Ltd.....	1296
Napoléon Gagnon & Fils Ltée.....	1298
United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.....	1297

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Compagnie de Téléphone de Bromptonville ..... 1304  
Légaré Automobile of Montmagny Limited ..... 1304

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Ste-Jeanne de Neuville (Pont Rouge) ..... 1305

MINISTÈRE DES MINES ET DES PÊCHERIES:

Avis de révocation de droits de mines ..... 1304

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Commerce des taverniers de Québec ..... 1323  
Construction de Hull ..... 1324  
Construction de Hull ..... 1326  
Industrie de la boîte de carton de la province de Québec ..... 1327  
Industrie de l'automobile de Montréal et du district ..... 1326  
Industrie de l'imprimerie de Montréal et du district ..... 1326  
Métiers de barbier et coiffeur dans les villes de St-Hyacinthe, Drummondville, Granby, Sorel, le comté de Rouville et le village de Contrecoeur ..... 1329  
The Master Plumbers Association of Montreal and Vicinity *et al.* ..... 1330

MINUTES DE NOTAIRES:

Faribault, Marcel ..... 1306  
Meunier, Jean, en faveur de ..... 1306  
Moussette, Jean-Baptiste ..... 1306

NOMINATIONS:

Diverses ..... 1306

ORDRE DE COUR:

Langlois vs L'Industrie du Vêtement Limitée ..... 1308

PROCLAMATION:

Guillet, canton de ..... 1308

VENTE PAR LICITATION:

Horowitz vs Marks *et al.* ..... 1310

VENTES POUR TAXES:

Bourlamaque, ville de ..... 1310  
Rouyn, ville de ..... 1311

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

Joliette:

Brunette vs Archambault ..... 1312

Montréal:

Belair vs Desforges *et al.* ..... 1313  
Brunette vs Archambault ..... 1314  
Trudeau Elliott Limited vs Emard ..... 1315

Québec:

Cité de Québec vs Turcotte ..... 1315

WINDING UP NOTICE:

La Compagnie de Téléphone de Bromptonville ..... 1304  
Légaré Automobile of Montmagny Limited ..... 1304

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Ste-Jeanne de Neuville (Pont Rouge) ..... 1305

DEPARTMENT OF MINES AND FISHERIES:

Notice of cancellation of mining rights... 1304

DEPARTMENT OF LABOUR:

Commerce of tavern keepers of Quebec... 1323  
Construction of Hull ..... 1324  
Construction of Hull ..... 1326  
Paper box industry of the Province of Québec ..... 1327  
Automobile industry of Montreal and District ..... 1326  
Printing industry of Montreal and District ..... 1326  
Barber and hairdresser trades in the towns of St. Hyacinthe, Drummondville, Granby, Sorel, the county of Rouville and the village of Contrecoeur... 1329  
The Master Plumbers Association of Montreal and Vicinity *et al.* ..... 1330

NOTARIAL MINUTES:

Faribault, Marcel ..... 1306  
Meunier, Jean, in favour of ..... 1306  
Moussette, Jean-Baptiste ..... 1306

APPOINTMENTS:

Miscellaneous ..... 1306

RULE OF COURT:

Langlois vs L'Industrie du Vêtement Limitée ..... 1308

PROCLAMATION:

Guillet, township of ..... 1308

SALE BY LICITATION:

Horowitz vs Marks *et al.* ..... 1310

SALES FOR TAXES:

Bourlamaque, town of ..... 1310  
Rouyn, town of ..... 1311

SHERIFFS' SALES:—

Joliette:

Brunette vs Archambault ..... 1312

Montreal:

Belair vs Desforges *et al.* ..... 1313  
Brunette vs Archambault ..... 1314  
Trudeau Elliott Limited vs Emard ..... 1315

Quebec:

City of Quebec vs Turcotte ..... 1315

*Rimouski:*

A. C. Landry Limitée vs Gagnon.....	1315
Mercier vs Levesque.....	1316
Verreault vs Picard.....	1316

*Saint-François:*

Rioux vs Sharpe.....	1316
----------------------	------

*Terrebonne:*

Bisson vs Pauley.....	1317
-----------------------	------

*Rimouski:*

A. C. Landry Limitée vs Gagnon.....	1315
Mercier vs Levesque.....	1316
Verreault vs Picard.....	1316

*Saint Francis:*

Rioux vs Sharpe.....	1316
----------------------	------

*Terrebonne:*

Bisson vs Pauley.....	1317
-----------------------	------